

JEUNE
REVOLUTIONNAIRE

Organe mensuel de
l'Alliance des Jeunes
pour le Socialisme

JR³⁴

VENDREDI 23 FEVRIER 1973 - PRIX 2 F

4 et 11 mars : les jeunes sans droit de vote
- Vietnam : les accords - les candidats
OCI-AJS pour un gouvernement ouvrier -
étudiants : la MNEFIA - avortement -
campagne Speller : Kaspereit a reculé -
FJT : un PDG qui ne recule levant aucun
bénéfice - cinéma : Beau Masque - ar-
mée : le loyalisme sans faille des officiers -
février-mars : rassemblements de l'AJS
pour les Etats généraux de la jeunesse.

"La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne." K. Liebknecht

contre le capitalisme
pour le socialisme

ETATS GENERAUX DE LA JEUNESSE

UAB

Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

n° reg 4402
CEDOC
FONS
A VILADOT

Editorial

par Charles BERG secrétaire national de l'A.J.S.

Quel que soit le résultat exact du scrutin des 4 et 11 mars, une chose est certaine : la majorité UDR « bleu-CRS » sera étrillée. Dans quelles proportions ? Nul ne peut, aujourd'hui, mesurer l'importance du mouvement de la petite bourgeoisie se détachant des partis bourgeois. Et puis, faut-il le rappeler, les circonscriptions de la « majorité » sont taillées sur mesure et « traitées » à coup de milliards, de CDR, de radio et de télévision.

Quel que soit le résultat exact des élections des 4 et 11 mars, il manifestera l'aspiration ardente des masses à changer profondément, radicalement, la vie, c'est-à-dire à chasser le gouvernement, c'est-à-dire à exproprier le grand capital, c'est-à-dire à porter la hache dans l'Etat bourgeois.

Les sondages se multiplient. Toutes les « catégories » ont eu droit aux sondages. La bourgeoisie qui n'en peut mais tente désespérément de se rassurer en prenant la température, mais la fièvre monte et les médicaments du docteur Messmer, du docteur Pompidou, ne sont d'aucun effet.

La jeunesse, elle, n'a pas été « sondée ».

Et pour cause : les 4 et 11 mars, elle sera exclue du scrutin.

Les travailleurs, citoyens à part entière, majeurs, vont élire un député qui sera incontrôlable et irrévocable pour cinq ans : telle est la démocratie du capital.

Et pour faire bonne mesure, 5 millions de jeunes qui dans leur immense majorité auraient voté contre les partis de la bourgeoisie, de l'UDR aux radicaux de gauche, classe contre classe, pour le gouvernement ouvrier, seront ce jour priés de s'abstenir, « Sois jeune et tais-toi », « sois jeune et accepte », tel est en substance le langage que Pompidou tient à la jeunesse.

Mais pas plus qu'en mai-juin 68, pas plus que lors de l'affaire Guiot, pas plus que lors de l'affaire Overney, pas plus que lors de la grève des CFPM, pas plus que lors de la grève des FJT, la jeunesse n'acceptera.

Avant, pendant et après les élections, la jeunesse va agir, pour en finir avec cette société.

Non seulement prendre la parole, ce qui est une chose, mais insuffisante, mais prendre la parole pour s'unifier se rassembler comme une force et préparer l'affrontement victorieux contre le capital.

La jeunesse qui n'a pas le droit de vote votera classe contre classe en s'engageant résolument dans la lutte pour son unité, pour préparer la bataille contre la bourgeoisie.

En signant le programme commun, avec les enfants de Daladier, les Maurice FAURE, FILIPPI, FABRE et LAMIRAULT, les dirigeants du PCF et du PS ont manifesté leur volonté de ne rien changer, de canaliser la classe ouvrière dans les frontières de l'ordre bourgeois, de subordonner la classe ouvrière et ses partis à la bourgeoisie dans l'union de la gauche sans rivage à droite.

En refusant de rassembler à tous les niveaux la jeunesse dans l'unité, les dirigeants des grands partis ouvriers manifestent leur crainte de mobiliser des centaines de milliers de jeunes qui sont prêts, avec enthousiasme, à se ranger dans le camp de la classe ouvrière, à agir avec elle, à agir derrière elle.

Les dirigeants du PCF et du PS peuvent, s'ils veulent, doivent, convoquer les Etats Généraux de la jeunesse, c'est-à-dire des Assem-

blées générales de jeunes qui dans chaque quartier éliront sur un mandat d'action clair leurs délégués avec le pouvoir de les révoquer.

Les dirigeants du PCF et du PS doivent organiser dans la jeunesse le Front Unique Ouvrier, c'est-à-dire mobiliser par quartiers, par villes, par départements, 5 millions de jeunes qui alors, avec la classe ouvrière, agiront pour battre le capital.

Ceci est vrai pendant la campagne électorale et quel qu'en soit le résultat, après le 11 mars.

La démocratie, c'est le contrôle par les Assemblées générales de jeunes, dans les quartiers, des délégués qu'ils auront désignés, sur un objectif : le socialisme.

Ces délégués nationalement rassemblés représenteront la jeunesse dans ses différentes couches, dans sa véritable représentation.

Aucun des organismes (Gerojep, etc.) ne prend en charge la défense des revendications et des aspirations de la grande masse de la jeunesse.

Seuls les Etats Généraux de la jeunesse assureront cette représentation, permettront l'action unie, l'action efficace, l'action victorieuse.

Loi Debré, sélection, répression, chômage... C'est une Assemblée non contrôlée par les travailleurs, c'est-à-dire par la grande masse des électeurs, d'où la jeunesse a été exclue, qui a voté la loi Debré, la loi anti-casseurs, les lois sur la formation professionnelle, la loi Edgar Faure...

La question est posée : un gouvernement désigné par les représentants des Conseils d'administration, un gouvernement désigné par une minorité de gros possédants, décide contre la grande majorité des travailleurs et des jeunes de ce pays.

Cela ne peut plus durer.

Cela ne durera pas.

En agissant dans la campagne électorale pour les Etats Généraux de la jeunesse, en convoquant des Assemblées générales de jeunes dans toute la France, qui s'engagent dans cette voie, l'AJS brise le cadre du parlementarisme bourgeois et dégage pour la jeunesse les moyens d'agir contre le capital, l'Etat, le gouvernement.

C'est ainsi que nous soutenons les candidats de l'OCI.

C'est ainsi que se mène la bataille pour le socialisme. En rassemblant les jeunes dans tous les secteurs pour les Etats Généraux de la jeunesse, c'est la bataille pour le gouvernement ouvrier, la bataille pour le gouvernement PCF-PS sans ministres capitalistes que nous engageons.

Cette orientation n'est pas circonstancielle. Elle va maintenant rythmer l'action de notre organisation. Chacun le sent, chacun le mesure : les échéances se rapprochent.

Les trois coups ont été frappés depuis longtemps ; sur la scène, les acteurs lisent leur texte sans inspiration. Dans la salle, le public hue, crie. Demain, dans quelques jours, dans quelques semaines, le public deviendra acteur.

Le gouvernement de Pierre MESSMER est déjà mort, s'il a jamais existé.

Demain, des millions d'hommes vont se lever et exiger que le monde change : la jeunesse sera au premier rang de ce combat. En agissant aujourd'hui pour les Etats Généraux, nous préparons les conditions de la victoire de la révolution socialiste.

●● SOMMAIRE

Editorial.....	2	Avortement.....	9
Faits et méfaits.....	3	IUT - CES Edouard-Pailleron.....	10
Avec l'AJS pour les Etats généraux de la jeunesse.....	4	Armée : de Galiffet à Massu.....	10
Combien coûte un député ?.....	5	Rétablissement des sursis.....	10
Speller contre Kasperen.....	5	Lycées : l'UCL se construit.....	11
Nous sommes 100 000.....	5	Dijon - Orléans.....	11
Qui êtes-vous monsieur Morand.....	5	Campagne.....	12
ANJR : 4 mois d'existence.....	6	Lille - Clermont - Toulouse.....	12
Interview de Stéphane Just.....	6	International : Portugal - UNEM - Argentine.....	13
Déclaration de P. Marcelot.....	6	Vietnam.....	14
(ex-militant ligue communiste).....	7	Hachette.....	15
La Mnéfia.....	7	Cinéma : Beau Masque.....	16
Les faits et la chronologie.....	8	Interview de Dominique Laboutier.....	16

J'ADHERE A L'A.J.S.

Nom.....

Prénom.....

Age.....

Adresse.....

Profession.....

à retourner à l'AJS, 87, Fg St-Denis, Paris-10e

UAB
Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

LA PAIX DES BANQUIERS

« La reconstruction de l'Indochine ouvre d'immenses perspectives » titre « Le Figaro », (25 janvier 1973).

« Surenchère à travers le monde pour relever les ruines accumulées en Indochine » (« Tribune de Genève » du 25 janvier 1973).

Clausewitz, repris par Lénine, expliquait que la guerre était la continuation de la politique par d'autres moyens. Et ceux qui profitent de la guerre profitent tout autant aux lendemains de guerres : c'est le pillage à peine camouflé, l'exploitation forcée, et à la barbarie sanglante de la guerre fait suite la curée, la curée organisée des banquiers sur un Vietnam exsangue. Les guerres sont une bonne chose pour l'impérialisme : l'économie de guerre permet la « relance » d'une économie faillie et la « reconstruction » permet les « booms » économiques des après-guerre.

« Les dommages matériels infligés à l'Indochine par plus de trente années de guerre presque ininterrompue apparaîtront sans doute, quand ils auront été précisément évalués, COMME L'UN DES DEFIS ECONOMIQUES LES PLUS PROCHES A PROVOQUER L'INITIATIVE DES GRANDS ENTREPRENEURS MONDIAUX AU COURS DU DERNIER QUART DU XX^e SIECLE » (« Figaro » du 25 janvier 1973).

Que les banquiers se rassurent : Les investissements nécessaires à la reconstruction des deux Vietnams, du Laos, et du Cambodge seront par leur énormité et la complexité probable de leur financement à l'échelle des plus grandes puissances publiques et privées. » (« Le Figaro » du 25 janvier 1973).

La France n'en sera pas absente, c'est ce qu'affirme « Le Figaro ».

« Quant à la France, dont la présence en Indochine était naguère dominante, le rôle qu'elle pourrait y retrouver éventuellement ne serait nullement insignifiant (...) » « Retourner en Indochine, investir au Vietnam et au Cambodge, est-ce tellement absurde ? Bien sûr, en dépit du cessez-le-feu, l'incertitude persiste... »

Et voici ce que déclare un banquier français à Saigon (« La Vie Française » du 25 janvier 1973) : « La communisation n'est pas totale. L'armée vietnamienne est forte, le régime est solide, les Etats-Unis, même militairement désengagés, ne laisseront pas tomber le Vietnam ni le Cambodge... Nous sommes quant à nous optimistes. La preuve, ces dernières années, nous avons ouvert cinq bureaux de quartiers à Saigon ».

Quant au Japon, s'il prévoit une « aide » économique extérieure de 746 MILLIONS DE DOLLARS, dont un « effort maximum » pour le Vietnam, les investissements japonais, que se partagent déjà les divers secteurs industriels, sont estimés à 7 MILLIARDS 500 MILLIONS DE DOLLARS.

Il n'est pas nécessaire de faire de longs commentaires : les journaux bourgeois, les déclarations des banquiers ne camouflent pas leur course au profit, donc à une exploitation forcée des travailleurs et des paysans vietnamiens : C'EST CELA LA PAIX DES BANQUIERS.

LES AMIS DE L'ENFANCE



Joseph Fontanet, ministre de l'E.N.

Christian FOUCHET : ancien ministre de l'Intérieur, ancien ministre de l'Education Nationale, auteur de la réforme qui vise à vider les facultés, promoteur des CES, déclare :

« De toute ma vie, je n'ai jamais éprouvé un tel sentiment de honte et de tristesse, et pire, que d'écouter. Voilà où mènent l'absence d'élévation morale, l'abdication des adultes, le déferlement de la violence et de la pornographie. »

PEYREFITTE, ancien ministre de l'Education Nationale, qui démissionna en 1968 devant la grève générale, secrétaire général de l'UDR, formation qui compte comme députés des proxénètes, des spéculateurs, des escrocs, déclare :

« Apprentis sorciers, ces adolescents qui allument des incendies sans se préoccuper des conséquences. Mais surtout apprentis sorciers, ces adultes qui abdiquent leurs propres responsabilités, ces adultes qui combattent toute autorité parce qu'elle est l'autorité (...) Voilà où conduisent les doctrines de la contestation systématique et de la lutte des classes. »

PAS VOUS, PAS ÇA, MESSIEURS !

Les enseignants en grève à l'appel de la FEN, les lycées qui manifestent ont désigné le vrai responsable : VOUS, votre gouvernement.

Face à la légitime indignation des travailleurs et des jeunes, les commentaires cyniques des petits-bourgeois de la Ligue Communiste, qui impulsent les comités de lutte et qui écrivent : « Ce n'est pas son école qu'il a brûlé, mais sa prison » (comité de lutte Bergson) et scandent : « Nous sommes tous des pyromanes » (manifestation du 15 février). On souhaite que le candidat de la Ligue Communiste vienne le répéter aux parents d'élèves du 19^e arrondissement. Au porte à porte...

LES PROVOCATEURS

Tract diffusé à l'entrée du meeting de l'OCI à Grenoble le 8 février :

« AJS, ça suffit ! »

Camarades, les charognes de l'AJS et autres OCI ne sont en fait que des flics officieux.

Camarades, les charognes du type de l'AJS sont de façon caricaturale les derniers relents du vieux monde chez les groupes dits de gauche et les gauchistes... »

« Nous n'accepterons pas le mensonge policier et à plus forte raison s'il se déguise en « révolutionnaire ». CAMARADES, MARCHEZ SUR L'AJS DU PIED GAUCHE, ÇA PORTE BONHEUR ! »

...ET LEURS AVOCATS :

« La Ligue Communiste, section française de la IV^e Internationale condamnée sans ambiguïté les méthodes employées par l'AJS-OCI lors de son meeting du 8 février 1973... La Ligue Communiste, qui a toujours condamné la violence au sein du mouvement ouvrier, juge inadmissible que l'AJS-OCI emploie de telles méthodes pour régler ses divergences avec les AUTRES COURANTS REVOLUTIONNAIRES. Aussi ses militants présents au meeting du 8 février ont-ils quitté la salle... »

« Même si nous considérons que l'ATTITUDE MOQUEUSE des maos au début du meeting n'était pas la meilleure façon d'engager le débat politique avec l'AJS, en aucun cas nous n'admettons que les divergences soient réglées au coup de poing. »

Nous faisons juge les lecteurs de JR et pourquoi pas, les militants de la Ligue Communiste, des intentions et de l'humour MOQUEUR des « maos », en question qui ne sont autres que la « bande à Max », groupe de provocateurs manipulés, spécialistes des agressions armées contre les militants de l'UNEF et de l'AJS à Grenoble. Est-il besoin de le dire, leurs agressions à coup de tessons de bouteille et de barres de fer, leurs tracts, appelant au pogrome contre l'AJS, ont toujours été qualifiés par la Ligue de libre débat démocratique avec des ouvriers maoïstes moqueurs.

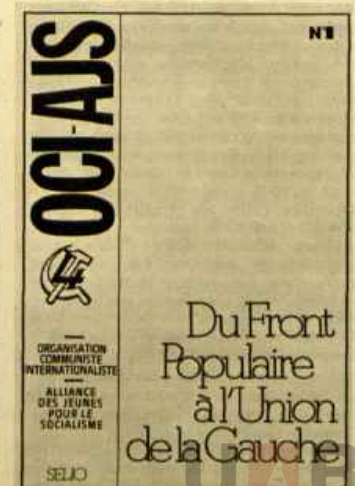
A quand le meeting Krivine-Max à Grenoble ?

Il est vrai que l'honorable M. Krivine a déclaré au journal « Le Républicain » de l'Essonne :

« nous refusons de nous confondre avec certains trublions casseurs de voitures. La Ligue Communiste est un parti d'ordre ».

M. Krivine ne refuse nullement en revanche de se confondre avec certains provocateurs casseurs de meetings ouvriers. C'est dans l'ordre des choses...

VIENT
DE
PARAITRE



**JEUNE
RÉVOLUTIONNAIRE**

Administration
Rédaction - Publicité
87, rue du Fg-St-Denis
75 - PARIS 10^e
Tél. : PRO. 67-67

Directeur de la publication
Ch. BERG

Impression-Photocomposition
Offprint : 32, rue Olivier-Métra, Paris 20^e

ABONNEMENTS

1 an : 20 F
(10 numéros)
Versements à C.C.P.
Jeune Révolutionnaire
25.445-62 PARIS

Bulletin à retourner à « Jeune Révolutionnaire », 87, rue du Faubourg-St-Denis, PARIS 10^e.

■● Avec l'AJ'S pour les ETATS GENERAUX DE LA JEUNESSE

Plus de 3 000 candidats aux élections législatives. Sondages, sondages. Comment voteront les officiers ? Comment voteront les instituteurs ? Comment se désistèrent-ils à gauche, à droite, au centre ? La parole est aux auteurs, aux sociologues, à la classe politique sur les ondes et dans la presse. Des milliards dépensés par la bourgeoisie en affiches et en propagande pour convaincre la population de voter pour les partis au pouvoir. Pour les partis des patrons, de l'église, du capital. Nous sommes 4 millions 1/2 qui n'entrons pas dans les statistiques, qui n'intéressons pas les faiseurs de sondages. Officiellement nous n'avons pas d'existence politique. Légèrement nous ne sommes pas des citoyens. Jeunes travailleurs de 19 ou 20 ans soumis aux inégalités de salaires, aux horaires exténuants de travail, de transport, nous n'avons pas le droit de vote.

Jeunes chômeurs rejetés de tous les emplois parce que nous n'avons pas satisfait aux obligations du service national, on nous pousse à partir à l'armée dès 17 ans et 9 mois en vertu d'une loi « progressiste » de Michel DEBRE ; nous n'avons pas le droit de vote.

Jeunes travailleurs émigrés, majeurs pour être exploités mais non majeurs politiquement même si nous avons 21 ou 22 ans, nous n'avons pas le droit de vote.

Lycéens à qui les circulaires rectoires viennent d'interdire la tenue dans les lycées de toute réunion politique portant sur les législatives, nous n'avons pas le droit de vote.

Etudiants en Médecine, en lettres qui voyons s'accumuler sur nous toutes les mesures de sélection édictées en 15 ans de gaullisme, nous ne voterons pas.

92 % pour une « société différente »

L'Etat bourgeois a le droit de nous laisser au chômage durant des années, il a le droit de nous interdire la poursuite des études, il a le droit de nous livrer au patron sans qualification, il a le droit de nous matraquer si nous protestons, de nous emprisonner.

La bourgeoisie a mis en place des organismes à sa discrétion prétendant nous nous représenter dans les affaires publiques, organismes gouvernementaux ils se prononcent positivement sur toutes les réformes contre la jeunesse. Organismes de participation nés de la loi Edgar Faure dans les lycées ou les facultés, ils doivent s'aligner inconditionnellement sur les lois de pénurie et de sélection organisées par la bourgeoisie.

Nous n'avons pas le droit de vote.

Sommes-nous indifférents à la politique ? Certainement pas. La bourgeoisie elle-même est contrainte de le reconnaître.

Dans une série d'articles du Monde, Monsieur Yves AGNES qu'on ne peut certes pas suspecter de sympathies pour la révolution socialiste, donne des chiffres : « Plus significative encore est la comparaison de deux enquêtes sondages faites par l'IFOP pour l'Express à 11 ans d'intervalle. A la question : votre génération sera-t-elle différente de celle de vos parents, 16 % des jeunes interrogés en 57 répondaient qu'elle serait très différente et 76 % qu'elle ne le serait pas. En décembre 1968, les proportions étaient complètement inversées : 92 % la voyaient différente contre 5 %, et le journaliste de conclure : « Il s'agit donc moins d'une évolution générale favorable au changement encouragée par le renouvellement incessant des techniques que de l'aspiration particulière aux jeunes à une société différente ».

L'aspiration à un changement radical ce qui en bon français s'appelle une révolution, cette aspiration n'est pas seulement le fait de la jeunesse.

A l'inverse, si elle s'exprime aujourd'hui avec vigueur dans les immenses masses de la jeunesse c'est parce qu'il prend ra-

cine dans le mouvement profond de la classe ouvrière contre le capital pour l'instauration de son propre pouvoir, mouvement engagé par la formidable grève générale de 10 millions de travailleurs en mai-juin 1968.

Les élections législatives vont se dérouler. De « gauche à droite » pour tous les défenseurs de la constitution gaulliste on s'accuse mutuellement de vouloir faire renaître le spectre de mai-juin 1968. Le développement de la lutte des classes justifie cette inquiétude. En 1973, comme en mai-juin 1968 dans les élections législatives comme dans la grève générale, sous des formes différentes, mêmes protagonistes : bourgeoisie et prolétariat. Extrême-droite, droite, centre, gauche, extrême-gauche, disent les journalistes. Deux classes, disons-nous. La classe capitaliste, la classe des possédants avec ses partis, ses milliards, son Etat, ses renseignements généraux, sa police et son armée, ses églises.

La classe ouvrière avec ses partis, ses syndicats, sa conscience et son expérience historique.

DEUX CLASSES, DEUX CAMPS

choisi le sien. Elle a voté dans la grève générale, où les jeunes travailleurs ont été aux avant-postes de leur classe. Elle a voté en contraignant Marcellin à libérer Guilot. Elle a voté en manifestant contre l'assassinat d'Overney par les milices patronales. Elle a voté dans les facultés en contraignant à maintes reprises les ministres de l'Education, de la Santé, de la Police, à reculer. Deux classes, deux camps. Capitalisme ou socialisme. Les objectifs du combat sont clairs pour les jeunes comme pour les travailleurs. Dans ce combat-là, la jeunesse a sa place. Il lui faut la conquérir, il lui faut se rassembler, il lui faut s'exprimer.

« Alternance du pouvoir, contrat de législation, défense de la constitution » tous les défenseurs de l'ordre bourgeois se raccrochent aux ruines branlantes des institutions édictées par De Gaulle contre la classe ouvrière et qui ont déjà subi les coups de boutoirs successifs de la grève générale et des deux référendums. Ces institutions ne font aucune place à la jeunesse et pour cause. Elles sont fondées sur la crainte et sur la haine de la classe capitaliste envers la classe ouvrière et la jeunesse laborieuse. Ni pour les élections législatives, ni dans la vie quotidienne contre le patron, contre les ministres, contre la police, contre le directeur de FTJ, la jeunesse n'a le droit de s'exprimer et de se défendre.

Les prochains développements de la lutte des classes, la crise révolutionnaire qui vient et qui ébranlera dans ses fondements d'exploitation et d'oppression, la vieille société bourgeoise porteront la classe ouvrière et avec elle la jeunesse aux premiers rangs du combat révolutionnaire.

L'ENJEU : capitalisme ou socialisme

Consciente de sa décadence, empêtrée dans ses scandales et dans des promesses auxquelles personne ne croit, la classe capitaliste elle aussi se prépare.

Elle bat le rappel de toutes les forces de la réaction armée, police, église, possédants. La classe ouvrière se prépare à confirmer dans les prochaines élections les objectifs qui étaient ceux de la grève générale, les revendications qui ne peuvent aboutir que par l'expropriation du capital, la destruction des institutions réactionnaires gaullistes.

Si ouvrir la voie au socialisme est ce que veulent les dirigeants des partis ouvriers, les dirigeants des organisations de jeunesse, c'est maintenant, pendant, après les élections, qu'ils doivent mobiliser la jeunesse pour la victoire de la classe ouvrière, lui donner les moyens de se rassembler, jeunes travailleurs intellectuels et manuels, jeunes chômeurs, afin

de se constituer en une force politique majeure dressant contre l'Etat bourgeois, contre la classe possédante, leurs revendications et leurs exigences.

Le combat de l'AJ'S

En 1789, à la veille de la révolution française contre le pouvoir monarchiste, se rassemblaient avec leurs revendications (cahiers de doléances) toutes les couches de la bourgeoisie (grande, petite et moyenne), entraînant dans son sillage les masses plébéiennes des villes et des campagnes. Il ne s'agit évidemment pas pour nous d'opérer un parallélisme absurde avec ces « Etats Généraux ». C'est pour la destruction du capital de son état, que se préparent et se rassemblent les forces de la révolution prolétarienne.

Mais l'alliance des jeunes pour le socialisme affirme : c'est le rôle des organisations ouvrières et des partis édictés par les travailleurs pour leur défense contre l'exploitation ; c'est leur rôle de mobiliser aujourd'hui la classe ouvrière en un seul front contre le capitalisme, contre son état pour le gouvernement ouvrier. C'est leur rôle d'appeler à se rassembler sur leurs lieux de travail, dans les campagnes, dans les villes, dans les quartiers, les immenses masses de la jeunesse travailleuse manuelle et intellectuelle pour unifier ses forces contre l'ennemi commun : le capital. Le lycéen ou l'étudiant que les idéologies réactionnaires voudraient opposer à son camarade, jeune travailleur ou apprenti ; le jeune travailleur que le patronat voudrait opposer au jeune chômeur, et tous deux ensemble qu'on voudrait dresser contre leurs camarades des lycées et facultés à qui on supprime ces prétendus privilèges que seraient des sursis pour études ; le jeune résident des FJT soumis, comme l'étudiant des résidences universitaires, à la hausse des loyers, à la surveillance policière, tous peuvent et veulent fusionner en une même force, en un même front.

Ils ne le peuvent que par la confrontation, la discussion démocratique, le rassemblement pour l'action. Telle est la voie pour abattre le gouvernement bourgeois, pour abattre la bourgeoisie, pour marcher au socialisme. Telle est la voie dans laquelle l'AJ'S appelle les jeunes, les organisations de jeunesse à s'engager. La jeunesse n'a pas accès aux urnes. Partout où se décide son avenir fait d'exploitation, d'oppression, d'étouffement, ce sont les représentants des patrons et des policiers qui décident pour elle. Mais dans l'arène de la lutte des classes où se joue de manière décisive le sort de la société entre socialisme et barbarie, elle a sa place, toute sa place. Il lui faut la conquérir.

La conjonction des forces de la jeunesse, jeunes travailleurs, étudiants, lycéens, réalisée dans la grève générale de mai-juin 1968 au sein du front prolétarien, cette volonté d'unité manifestée dans tout mouvement qui dresse contre la bourgeoisie les diverses couches de la jeunesse dans les grèves et manifestations depuis la grève générale ; cette même volonté d'unité doit prendre corps. Il faut préparer maintenant, tout de suite, les Etats Généraux de la jeunesse contre le capitalisme pour le socialisme.

Tel est le combat qui engage aujourd'hui avant, pendant, après les élections, les cercles de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme. Dans les rassemblements de février organisés par l'AJ'S à Paris et en province se rassembleront par milliers les premiers combattants de cette grande bataille. Du lycée, de la faculté, ils viendront en masse s'exprimer contre la bourgeoisie qui veut étouffer leurs voix, ils viendront en masse préparer l'action politique contre la bourgeoisie qui organise leur déchéance, ils viendront en masse s'organiser pour le socialisme.

A partir de ces rassemblements s'organiseront dans les délégations présentes des assemblées de jeunes dans toutes les villes, assemblées de la jeunesse révolutionnaire décidée à dresser contre l'exploitation, contre la société du profit, l'immense force des Etats Généraux de la jeunesse.

JULIEN MICHEL

■● Combien coûte un député ?

« Multiplier les meetings, imprimer des tracts, des brochures, des journaux spéciaux ; louer des avions, des permanences, recourir aux sondages, aux spécialistes en marketing et en publicité, consteller chaque commune, chaque rue, chaque arbre, d'affiches riales, embaucher, s'il le faut, quelques solides gaillards ».

Et le journal « Les Informations » qui écrit cela, conclut : « C'EST DEPENSER DE L'ARGENT, BEAUCOUP D'ARGENT ».

Quels sont ces candidats qui coûtent si cher ? Ce même journal explique qu'il faut en moyenne, par candidat, aux prochaines élections législatives, 30 000 à 50 000 francs.

Mais, « dans une circonscription difficile, ou simplement parisienne », cela va de 70 000 à 100 000 francs.

La somme est sans doute fort raisonnable pour un candidat fortuné, comme M. Guillaumin de Bénouville, qui distribue des boîtes de foie gras aux concierges du 12^e arrondissement à Paris.

En 1965, lors des élections présidentielles, le général De Gaulle avait dépensé, SEULEMENT pour son journal électoral, tiré à 15 millions d'exemplaires, 300 millions (d'anciens francs) et bien plus encore pour la campagne d'affichage publicitaire.

Pour les élections des 4 et 11 mars, on peut se rendre compte du coût des candidats de l'UDR :

- location des emplacements publicitaires,
- placards publicitaires géants,
- journaux, brochures, dépliants de toutes sortes,
- les sondages,
- les spécialistes du marketing,
- la location de « solides gaillards ».

Tout cela pour 473 candidats, cela REPRESENTE QUELQUES CENTAINES DE MILLIARDS.

Qui peut rassembler de telles sommes ?

Michel PONIATOWSKI avance que le budget de l'UDR est de 4 milliards par an ; « l'UDR ne s'étend pas sur l'origine de cette manne qui, en tout cas, ne vient ni de ses cotisations, ni des souscriptions publiques » (« Les Informations »).

Ainsi, l'UDR, parti de la majorité, l'UDR, parti du gouvernement de POMPIDOU, MESSMER, dispose « d'une manne » pour ses candidats et députés, une « manne » qui lui permet d'être omniprésent.

Gabriel KASPEREIT, dans le 9^e, édite une brochure pour tous les électeurs du 9^e, édite des journaux, envoyés gratuitement à ces mêmes électeurs.

Marcel DASSAULT : à Beauvais il entretient un secrétariat politique avec 7 secrétaires. A Paris, deux autres secrétaires : pour les chèques. DASSAULT règle les quittances de loyer, les notes d'électricité de ses électeurs. Il fait construire le parc Marcel DASSAULT : plus d'un milliard.

50 000 colis chaque année aux vieillards : deux millions par an rien que pour les colis. Journal hebdomadaire distribué gratuitement.

Mais d'où vient la manne mystérieuse qui tombe sur l'UDR ?

Ni cotisations, ni souscriptions publiques, alors quoi ?

Selon « Les Informations », « un candidat, s'il appartient à la majorité, peut espérer un viatique du gouvernement de quelque 10 000 F. Sa formation, UDR ou Républicains Indépendants, lui accordera sans doute 8 000 à 10 000 F supplémentaires. Et pour le reste ? Eh bien ! à lui de se débrouiller sur place. C'est-à-dire faire appel à la générosité des sympathisants locaux, ou de faire - ou faire faire - la tournée des industriels et des notables ».

(suite page 11 4e col.)

UN WEEK-END DANS LE 9^{ème}

Samedi, 17 h 30 : au 87, Faubourg Saint-Denis, le local de l'AJ'S est une ruche bourdonnante, une centaine de militants, des cercles locaux, des cercles de l'AER, des cercles de l'UCL, sont là, se préparant à investir le quartier de Monsieur KASPEREIT, le 9^{ème} arrondissement, pour montrer aux habitants du 9^{ème} qui est **leur** député.

Sur les trottoirs, en collant les affiches, on discute avec les jeunes, les mères de famille : « JR, traduit en justice par KASPEREIT, pour avoir montré la responsabilité de KASPEREIT, dans l'agression dont a été victime SPELLER. JR, pièce à conviction du procès. »

Métro Cadet : aux quatre coins du carrefour, on brandit JR, Jean-Pierre SPELLER prend la parole : « Je suis candidat de l'OCI et de l'AJ'S dans le 9^{ème} arrondissement, contre Gabriel KASPEREIT. Les travailleurs, les jeunes du 9^{ème} ne peuvent tolérer plus longtemps un gouvernement composé de ceux qui assassinent, de ceux qui protègent les agresseurs et condamnent les victimes, un gouvernement de l'injustice. Dans le 9^{ème}, il faut battre KASPEREIT ! »

Les commerçants de la rue Lafayette, comme ceux de la rue des Martyrs, le dimanche matin, ne sont pas hostiles : ils ont entendu parler de l'affaire SPELLER en 69.

Tout d'abord, ils ne veulent pas prendre position, la discussion se poursuit, et une commerçante déclare que l'agression dont a été victime SPELLER est ignoble ; elle verse de l'argent, un autre commerçant scande avec nous « KASPEREIT fasciste ».

Nous faisons signer une pétition pour soutenir la candidature de SPELLER : 200 signatures, et le texte est sorté en affiche.

MARDI SOIR, 19 h, RUE ST-GEORGES, RUE CLAUZEL :

Mardi soir, 19 h, rue St-Georges, rue Clauzel : les militants font le « porte à porte ». Une habitante, retraitée, discute : elle sait déjà qui est KASPEREIT, celui qui fait régner la terreur, celui qui provoque des agressions, celui qui fait démolir les logements, remplacés par des immeubles d'affaires. Les petits commerçants se plaignent : ce sont eux aussi qui devront partir, si les habitants du 9^{ème} sont chassés. Elle votera pour SPELLER. Elle achète « Informations Ouvrières ».

D'autres locataires : des jeunes, élèves du lycée Jules-Ferry : « Qu'est-ce que l'AJ'S ? Pourquoi combat-elle ? » La discussion s'engage sur les lycées, le gouvernement, le Vietnam, pêle-mêle. Ils achètent la brochure de l'AJ'S, « JR ».

Rue Clauzel : l'immeuble près de l'école maternelle : une femme : elle signe le tract de l'OCI et de l'AJ'S, sur l'affaire du CES Pailleron. Elle est elle-même femme de service dans une école. Elle n'admet pas qu'on puisse sacrifier la vie d'enfants pour construire des écoles à moindres frais. Elle achète « Informations Ouvrières ». Votera-t-elle pour SPELLER ? Elle ne sait pas, elle hésite. Elle ne connaît pas l'OCI. Il faut revenir discuter.

LYCEE JACQUES DECOUR

Le gouvernement a tenté de faire taire l'AJ'S dans ce lycée, en excluant Jean-Louis WANDER.

Jean Louis WANDER a été exclu mais l'UCL au lycée Jacques-Decour combat, organise les lycéens pour le socialisme, contre KASPEREIT.

● Plus de 60 lycéens ont pris position pour le gouvernement PCF/PS sans ministres capitalistes.

● Une centaine de lycéens ont signé la lettre ouverte au président de la XVII^{ème} Chambre Correctionnelle, contre le procès intenté par KASPEREIT à « JR » et Charles BERG.

● Les lycéens n'ont pas le droit de vote, ils ne pourront pas voter contre KASPEREIT, pour SPELLER, le 4 mars.

Ils voteront contre KASPEREIT, pour SPELLER, en ce rassemblement, en s'organisant, pour les Etats Généraux de la Jeunesse, aux côtés de la classe ouvrière. Ils voteront pour SPELLER en se rassemblant avec les jeunes de la région parisienne, le 23 février à la Mutualité, à l'appel de l'AJ'S.

16 FEVRIER, ECOLE 9 bis, rue Blanche : PREMIER MEETING DE L'OCI et de l'AJ'S DANS L'ARRONDISSEMENT DE KASPEREIT.

« Justice pour SPELLER » scande une salle enthousiaste, composée de jeunes, de travailleurs, d'enseignants.

● Des travailleurs du Livre, des postiers, déclarent leur soutien à la candidature de SPELLER, comme ils ont manifesté massivement pour que justice lui soit rendue, pour que KASPEREIT soit châtié. Qu'ils habitent ou non dans le 9^{ème} arrondissement, ils sont concernés par le combat que mènent l'OCI et l'AJ'S pour la défense des libertés, pour que les responsables des agressions contre les militants ouvriers soient châtiés.

Qu'ils habitent ou non dans le 9^{ème} arrondissement, qu'ils y travaillent ou non, ils ont conscience que le combat mené contre KASPEREIT par SPELLER et son organisation est leur combat, car ce sont leurs propres libertés qui sont en jeu.

C'est pourquoi ils appellent les habitants du 9^{ème} à voter pour Jean-Pierre SPELLER, pour battre KASPEREIT et le gouvernement de Pompidou.

KASPERETT RECULE !

« A la requête de :
Monsieur Gabriel-Adolphe KASPEREIT,
Monsieur Alain KASPEREIT,
Monsieur Claude KASPEREIT.

J'ai, G. SALLAZ, Huissier de Justice, donné citation à
Monsieur Charles BERG, pris en tant que directeur du journal
« JEUNE REVOLUTIONNAIRE ».

Le journal « JEUNE REVOLUTIONNAIRE », pris en tant que personne morale civilement responsable.

Entend condamner M. Charles BERG pris en tant que directeur de la publication du journal « JEUNE REVOLUTIONNAIRE » aux peines prévues par la loi. S'entend condamner M. Charles BERG et le journal « JEUNE REVOLUTIONNAIRE ».

C'est en ces termes que :
4 ans après son forfait,
4 ans après l'agression dont fut victime notre camarade Jean-Pierre SPELLER,

Gabriel-Adolphe KASPEREIT tente de faire peau neuve aux yeux des jeunes et des travailleurs du 9^{ème} arrondissement.

Gabriel-Adolphe KASPEREIT et ses fils ont tenté de faire une démonstration.

Ils ont essayé avant les élections, de régler ce problème gênant : le procès SPELLER.

C'était pour Gabriel-Adolphe KASPEREIT donner le sens de sa campagne électorale, en quelque sorte faire rentrer les choses dans l'ordre.

THEVENIN est assassiné, ses meurtriers sont lavés de tous soupçons.

OVERNEY est tué, un an après, ceux qui ont armé le bras de TRAMONI salissent sa mémoire pour justifier leur meurtrier.

Gabriel-Adolphe KASPEREIT mène sous des termes différents la même campagne. Une mesure d'ordre avant les élections.

Des milliers de jeunes, de travailleurs, ont répondu : dans le 9^{ème} arrondissement, le quartier de KASPEREIT, 700 « JEUNE REVOLUTIONNAIRE », 700 pièces à conviction du procès ont été achetées par les jeunes et les travailleurs de la localité.

KASPEREIT A RECULE

Kaspereit a différé la bataille, au 5 mai. L'ex-secrétaire d'Etat, représentant de l'UDR dans le 9^{ème} arrondissement, a préféré que la majorité chancelante n'ait pas à débattre du procès SPELLER avant les élections législatives.

CONTINUONS LA BATAILLE JUSQU'AU BOUT :

— RELAXE DE CHARLES BERG ET DE « JR » !
— JUSTICE POUR SPELLER !
— CHATIMENT DES COUPABLES !



Dimanche matin : rue des Martyrs.

INTERVIEW DE JEAN-PIERRE SPELLER

CANDIDAT DE L'OCI, SOUTENU PAR L'AJ'S DANS LE 9^{ème} ARRONDISSEMENT



J.-P. Speller

J.R. — Pourquoi l'OCI a-t-elle décidé de te présenter comme candidat dans la 7^{ème} circonscription ?

J.P. SPELLER — Les lecteurs de JR savent que j'ai été victime d'une agression dans la nuit du 25 au 26 avril 1969, perpétrée par les deux fils de KASPEREIT.

Si je me présente contre KASPEREIT dans le 9^{ème} ce n'est en rien une « affaire personnelle » : c'est parce qu'il est député bourgeois, « homme d'ordre », que KASPEREIT a organisé cette agression contre moi, parce que moi, j'étais un jeune ouvrier.

Aucune justice ne m'a été rendue, et c'est en tant que travailleur que, avec mon organisation, l'OCI, je mène le combat contre mon agresseur, contre le gouvernement qui le soutient.

J.R. — Comment, avec l'OCI et l'AJ'S, mènes-tu la campagne électorale dans le 9^{ème} arrondissement ?

J.P. SPELLER — Mon objectif, celui de l'OCI et de l'AJ'S, c'est, en organisant les travailleurs pour le vote classe contre classe, pour le gouvernement PCF-PS sans ministres capitalistes, réaliser l'unité de la classe ouvrière contre le gouvernement, contre la bourgeoisie. Mon objectif, c'est, en appelant les travailleurs à voter pour moi, c'est-à-dire pour l'OCI, construire le parti révolutionnaire, nécessaire à la classe ouvrière pour vaincre et instaurer son pouvoir.

Quels sont mes moyens ? KASPEREIT, parce qu'il est candidat de l'UDR, parti de la bourgeoisie, dispose d'immenses moyens pour intoxiquer les habitants du 9^{ème} : placards d'affiches, journaux envoyés gratuitement aux électeurs, brochures gratuites, presse, radio, télévision. Il dispose aussi d'hommes de main.

Les moyens de ma campagne, ceux dont disposent l'OCI et l'AJ'S c'est l'argent des travailleurs, des jeunes du 9^{ème}.

● NOUS SOMMES 100 000

Nous sommes plus de cent mille jeunes dans les foyers de France, 100.000 à partager le même sort. Un travail inintéressant et sous-payé, un foyer où nous rentrons le soir et où le même ennui nous assaille.

Le patron à l'usine, au bureau, au chantier ; le directeur et ses garde-chiourmes le soir quand nous rentrons.

100.000 entre 18 et 25 ans, qui rêvons aux mêmes choses, qui avons soif de liberté, 100.000 entre 18 et 25 ans qui n'avons aucun droit, aucune liberté, si ce n'est celle d'être exploités à l'usine et d'être volés dans notre sommeil.

100.000 à être dirigés par une centaine de PDG qui se partagent les bénéfices de leurs entreprises rentables. PDG officiels, comme DREYFUS, patron de choc de Renault, PDG officieux comme MORANE, directeur des 21 foyers ALJT, membre de nombreux conseils d'administration de sociétés très lu-

cratives, comme M. CARQUET, représentant la Chambre de Commerce : tous les deux nommés par la Société Centrale Immobilière de la Caisse des Dépôts.

Qu'ils s'appellent MORANE, DREYFUS, François MICHELIN ou CITROEN, ils ont un point commun, ils ont des intérêts communs. Tenter de maintenir la société telle qu'elle est avec ses scandales, ses escrocs, ses exploités sous la haute bienveillance du gouvernement de POMPIDOU et MESSMER, leurs chefs de file.

Profits, bénéfices, dividendes, tel est le lien qui unit les patrons et leur gouvernement, ces messieurs ne reculent devant aucun bénéfice.

A Metz, au Foyer Jeunes Ouvriers, la tranche de pain coûte 10 centimes, la boisson coûte 1 franc et, comble de l'escroquerie, le directeur fait payer deux fois le prix du chauffage (40 francs) aux résidents habitant la même chambre.

Au foyer des Besnards à Fontenay, on parle de transformer le foyer en hôtel. C'est déjà en voie de réalisation à Eugène Napoléon, dans le 12^e. Quant à MESSMER, le

Premier ministre d'un gouvernement qui se survit, il n'oublie personne : les loyers et les prix de pension seront majorés dès le mois de janvier de 10 % environ.

Mais nos salaires ! Où en sont-ils ? Nous gagnons 900 francs par mois dans la région parisienne et 750 francs en province. Il reste de 100 à 200 francs pour vivre. Mais comment vivre ? Tout augmente, sauf nos salaires.

Nous sommes 100.000 dans les foyers, nous sommes des millions de jeunes à avoir des conditions de vie inacceptables.

Certains disent : on pourrait remédier à tout cela, si tous les patrons acceptaient de payer le 1 % patronal destiné à la construction.

Avec des milliers de résidents, l'AJJS dit : certes, de nombreux patrons ne paient pas le 1 % à la construction.

Mais la question n'est pas le 1 % ou le 2 %. Jamais les patrons, leur gouvernement, leur Etat, n'accepteront ce que nous voulons : ce n'est pas 1 % que nous voulons, c'est 100 %, car c'est avec la plus-value qu'ils nous extorquent qu'ils s'enrichissent.

D'ailleurs, un rapide calcul permet de constater que les capitalistes (on les appelle aussi les souscripteurs) récupèrent leur investissement en moins de trois ans et que ce fameux 1 % leur permet d'être exemptés d'impôts sur cette même somme.

Avec MORANE, avec les PDG, il est exclu que nous puissions changer quoi que ce soit.

Ce n'est pas leur gouvernement qui peut satisfaire une quelconque de nos aspirations. C'est ce sens que met la classe ouvrière aujourd'hui dans sa mobilisation sur le terrain des élections législatives.

Les 4 et 11 mars, MESSMER-POMPIDOU ont décidé que les jeunes des FJT, des lycées, ne voteront pas. D'après FONTANET, FOUCHET, l'UDR, ils sont coupables de tous les maux, mais surtout, les jeunes doivent se taire.

La jeunesse s'exprimera !

Pendant les élections, après les élections, sur son terrain, contre les bourgeois.

STEPHANE

ANJR 4 mois d'existence

L'ANJR, pour son quatrième mois d'existence, donnait un bal le samedi 10 février au Foyer BORREGO. 300 jeunes travailleurs des foyers de la région parisienne participaient à ce bal. De l'appel des 140 invitant l'ensemble des résidents à construire une Association, à aujourd'hui, un pas important a été franchi...

Il nous paraît essentiel de mesurer les progrès réalisés dans le développement de l'ANJR au cours du premier trimestre d'existence de cette association et les difficultés qui restent à surmonter.

Dans une première étape, le travail de l'ANJR a consisté à se faire connaître, à mener une campagne pour que dans chaque foyer se tienne une réunion d'information où étaient discutés avec les résidents les objectifs de l'ANJR, le contenu de son journal et où étaient élaborés les premiers cahiers de revendication.

Ce travail de propagande, d'information, était nécessaire pour que par centaines les jeunes résidents viennent renforcer le combat de l'ANJR.

Dans plus de cinquante foyers de province et de Paris, de telles réunions se sont tenues et plusieurs centaines de résidents ont rejoint l'ANJR et ont constitué leurs comités locaux, structure de base de leur Association.

Dans le même temps, le patronat, les curés, les directeurs, multipliaient les provocations et tentaient d'exclure les militants de l'ANJR les plus combattifs. Alors que les premières mobilisations des résidents s'organisaient dans les foyers pour la défense de leurs droits, à Chatillon, à Fontenay, à Clichy, à l'Haye-les-Roses, à Amiens, à Béziers, à Auxerre, des résidents sont menacés d'expulsion. La plupart du temps, le prétexte invoqué par la direction est « non respect du règlement intérieur ».

A Clichy, un retard de loyer, à l'Haye-les-Roses, des visites après 10 h du soir, à Chatillon, activités syndicales, comme à Amiens, à Béziers, un jeune résident aurait été vu dans les locaux réservés aux filles, toutes ces raisons suffisent aux gens de la direction pour exclure d'un foyer, pour jeter un jeune à la rue ; car c'est cela la réalité : dans la plupart des cas, à la perte du logement correspond la perte de l'emploi.

L'ANJR a, à toutes ces occasions, engagé le combat pour que les jeunes résidents ne soient pas exclus.

A l'Haye-les-Roses, plus de soixante résidents exigent du Directeur la réintégration de leurs deux camarades. Un tract du Comité Local ANJR appelle tous les résidents à se réunir. Le Directeur du Foyer cède. Les deux militants de l'ANJR ne seront pas exclus.

A Chatillon, plusieurs dizaines de résidents signent une pétition, exigent la cessation de toutes menaces de sanction à l'encontre du responsable ANJR du Foyer. Une délégation se rend auprès du directeur et saisit l'occasion pour lui faire part du cahier de revendications élaboré par les jeunes du foyer. Le Directeur bat en retraite. Aucune sanction ne sera prise contre notre camarade. De même à Fontenay, de même à Amiens.

Par contre, à Auxerre, nos camarades ont été exclus depuis plus de deux mois et malgré un combat acharné l'ANJR n'a pas réussi à faire céder le patron de choc du foyer, ancien d'Indochine.

Cela montre deux choses. Premièrement, il y a trois mois, les résidents étaient isolés et le patronat, les directeurs, pouvaient impunément exclure, brimer, faire pression, sans que les résidents aient les moyens de riposter.

Aujourd'hui, le développement de l'ANJR pose différemment les rapports de forces. Plusieurs centaines d'adhérents représentent une force considérable, mais au regard des tâches à accomplir, c'est la puissance qu'il faut à l'ANJR, c'est-à-dire des milliers d'adhérents.

C'est pourquoi le Comité National de l'ANJR a adopté :

1) Un projet de plate-forme nationale d'action qui va être un des instruments essentiels du combat de l'ANJR ;

2) A pris la décision qu'avec l'avocat de l'ANJR, une tournée des foyers de la région parisienne serait organisée sur le thème « résident, connais tes droits ».

Nous publions ci-joint quelques extraits de la plate-forme nationale d'action.

...QUE VOULONS-NOUS ?

Dans la plupart des foyers, la liberté est un mot qu'il nous est interdit de prononcer. D'après les directeurs, c'est un mot dangereux car chacun y met ce qu'il veut.

L'ANJR déclare : nous sommes des dizaines de milliers, touchés par ces augmentations. Nous sommes des dizaines de milliers à ne pas l'accepter :

- PAS D'AUGMENTATION DES LOYERS SANS AUGMENTATION DES SALAIRES !

- TARIF UNIQUE POUR TOUS LES FOYERS !

Alors l'ANJR déclare :

- AUCUN BENEFICE, AUCUN PROFIT SUR NOTRE SOMMEIL dans les poches des patrons.

PAS DE SEGREGATION ENTRE LES SEXES !

DROITS EGAUX ENTRE JEUNES RESIDENTS ET JEUNES RESIDENTS !

INVOLABILITE DU DOMICILE !



LES « BONS APOTRES »

Il est clair que la naissance de l'ANJR n'a laissé personne indifférent, ni insensible. De toutes parts, les coups sont portés, patrons, directeurs, police. Mais, dans ce concert qui vise à briser toute résistance organisée des jeunes résidents, la hiérarchie ecclésiastique et ses curés sont à la pointe du combat.

Rappelons-nous. A Mézières-Charleville, le directeur, CFDT et « démocrate convaincu », exclut un résident de 16 ans, Marius Raguet, parce que ce dernier discutait avec des militants de l'ANJR venus présenter leur association dans ce foyer.

Depuis, de nombreuses menaces ont été proférées par des curés déguisés en animateurs.

L'habit ne fait pas le moine et soutane, défroque, ou CFDT le font tout de même. Servir sa Sainteté le Pape corps et âme, servir l'ordre bourgeois contre la jeunesse, défendre les biens des possédants.

Au foyer Eugène Napoléon à Paris, dans le 12^e arrondissement, les curés de l'Armée du Salut font appel à la police pour chasser les jeunes résidents de l'ANJR venus faire une réunion d'information. Curés, flics, « bonnes sœurs », unis par un chapelot sacré, expulsent les militants de l'ANJR devant la réprobation unanime des 200 résidents et résidentes présents, exigeant la sortie des forces de police.

La collusion des « bons apôtres », du patronat et des forces de l'ordre apparaît de plus en plus évidente aux jeunes travailleurs résidents dans les foyers tenus par les curés qui représentent les 2/3 des foyers de France.

L'AJJS pour sa part combat pour l'expulsion des patrons et des curés des foyers. La question de la laïcité ne touche pas seulement l'école, mais également les foyers de jeunes travailleurs. Des milliers d'éducateurs diplômés sont aujourd'hui au chômage, remplacés par ces animateurs « bénévoles » que sont les prêtres de toute nature.

CURES, PATRONS, HORS DES FOYERS !

Nous citons par ailleurs les réalisations lucratives de M. MORANE, PDG de l'ALJT, et les liens étroits qui l'unissent à la Sainte Église pour le maintien du profit et de l'exploitation des jeunes travailleurs de France.

● Qui êtes-vous Monsieur Morane ?

Président de l'Association pour le Logement des Jeunes Travailleurs (ALJT), Monsieur MORANE a dirigé le combat du patronat avec tenacité pendant la grève des loyers de juillet-août 1972, se terminant par l'exclusion de 186 résidents.

MORANE régit sur 21 foyers de l'ALJT, soit 4.500 résidents. Il est nommé directement par la Société Centrale Immobilière pour la Construction (SCIC) dont les ressources proviennent de la Caisse des Dépôts.

A écouter Monsieur MORANE dans les conférences de presse qu'il a données à l'issue de la grève des loyers du mois d'août, l'ALJT est une association « sans ressources » et ses dirigeants sont presque des « bienfaiteurs ».

Mais qu'en est-il en réalité ? Monsieur MORANE est PDG du Collège Stanislas, « Société Anonyme Immobilière et d'Enseignement Libre » au capital de 7 millions de nouveaux francs.

Ses affaires tournent bien grâce aux capitaux fournis par le Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports, par la Caisse d'Épargne, fonds publics employés par centaines de millions pour financer l'école privée.

Dans un mémoire adressé confidentiellement au Ministre, MORANE explique le but de son projet : rénover entièrement le Collège Stanislas, annexer des classes du lycée d'Etat St-Louis ; mais tout cela coûte très cher : 70 chambres pour la communauté des sœurs... Cafeteria et communauté des prêtres... Une chapelle, etc., soit la somme de 1 milliard. Il faut ajouter que la première tranche des travaux avait coûté 1 milliard 500 millions.

Fonds publics employés à des fins privées, aux fins de la hiérarchie catholique, du patronat (l'enseignement au collège Stanislas n'est pas gratuit, bien sûr). Le Collège Stanislas vaut bien une messe !

Alors que 4.500 résidents de l'ALJT exploités à l'usine et volés dans leur sommeil au foyer paient des prix de pension exorbitants, MORANE, PDG clandestin de Sociétés Anonymes, pille avec la complicité des ministres et des hauts fonctionnaires, les fonds publics, l'argent drainé par la Caisse des Dépôts aux petits épargnants.

Les résidents qui possèdent des livrets de Caisse d'Épargne sauront quelles peuvent être les diverses affectations de leurs économies.

Près d'une centaine de résidents de la région parisienne ont décidé de s'organiser pour combattre MORANE, son système, pour combattre le capitalisme. Ils appellent leurs camarades des foyers à participer au rassemblement de la jeunesse organisée par l'AJJS le 23 février.

Ils exigent : la nationalisation des foyers sans indemnité ni rachat, l'expropriation des patrons, des curés, des Morane et consort.

35 JEUNES DU FJT DE L'HAYE-LES-ROSES SOUTIENNENT LA CANDIDATURE DE MICHEL LANDRON QUI TIENDRA UNE REUNION AU FOYER DE L'HAYE-LES-ROSES MARDI 20 FEVRIER. ILS ONT DECIDE D'ETRE LEURS AFFICHES.

● L'INTERESSANTE CORRESPONDANCE DE M. MORANE

« A) Pour mémoire, rappelons que le programme maximal envisagé en 1964 prévoyait en plus de ce qui a été déjà réalisé les équipements suivants :

- 1 - Achèvement du foyer Guynemer : à savoir,
 - a - 70 chambres et communauté des Sœurs,
 - b - infirmerie-dispensaire,
 - c - centre médical-scolaire,
 - d - lingerie,
 - e - cafétéria des Professeurs,
 - f - cafétéria et communauté des Prêtres.
- 2 - Grand gymnase de compétition avec gradins.
- 3 - Deux piscines.
- 4 - Une chapelle, avec en sous-sol bibliothèque et locaux scouts.
- 5 - Un Centre administratif sur rue Notre-Dame-des-Champs avec en étages les locaux scolaires pour terminales.

B) Entre-temps, un projet de parking a été mis à l'étude. »

(Extrait)

SOCIÉTÉ ANONYME IMMOBILIÈRE
ET D'ENSEIGNEMENT LIBRE
CAPITAL : 7 000 000 de F. - R.C. Seine 57 B 22 293

Collège Stanislas
27, rue Notre-Dame-des-Champs
PARIS VI^e
TEL : 222 40 90

Monsieur d'EICHTHAL
Président de la Caisse
d'Épargne de Paris
9, rue Cochin
PARIS 1^{er}

Monsieur le Président,

La Caisse d'Épargne de Paris avait bien voulu accorder il y a quelques années à la société du Collège, par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignations, un prêt de 15 000 000 de F. grâce auquel il a été possible de réaliser la majeure partie du programme de reconstruction de cet établissement dont les locaux étaient pour la plupart fort vétustes.

Une partie du financement sera assurée par les fonds propres de la société du Collège et par une subvention du secrétariat d'État à la Jeunesse et aux Sports.

- | | |
|--|---------------------------|
| 5 - Une piscine | coût 4 437 680 |
| demandé par les besoins actuels et les nouveaux programmes d'Éducation nationale physique. | |
| 6 - Divers | coût 1 674 560 |
| CONCLUSION | coût total : A 11 778 189 |

Cette hypothèse A a l'avantage d'être la moins onéreuse et de répondre à tous les besoins du Collège, tout en permettant des aménagements futurs (2^e piscine et bâtiment rue N.-D.-des-Champs). Un inconvénient : le grand gymnase pouvant servir de salle de réunions (2 000 personnes) est définitivement condamné, en raison de l'impossibilité d'alimenter dans la suite le chantier.

HYPOTHÈSE B - (HYPOTHÈSE MOYENNE)

- | | |
|---------------------------------|----------------|
| 1. Achèvement du Foyer Guynemer | coût 1 642 864 |
| 2. Gros œuvre grand gymnase | coût 1 512 100 |
| 3. Aménagement bâtiment n° 16 | 314 225 |
| 4. Chapelle et gros œuvre | |
| bibliothèque | coût 2 083 340 |
| 5. Aménagement angle Raspail | coût 1 625 520 |
| 6. Une piscine | coût 4 437 680 |
| 7. Divers | coût 1 674 560 |

CONCLUSION coût total B 13 290 349

Mêmes avantages que l'hypothèse A, avec en plus possibilité future d'aménager le grand gymnase et la bibliothèque.

HYPOTHÈSE C - (HYPOTHÈSE MAXIMALE)

Le programme de B, mais avec une piscine et un bassin d'apprentissage : coût 15 225 829.

● INTERVIEW de Stéphane JUST

membre du Bureau Politique de l'O.C.I.
(pour la Reconstruction de la IV^e Internationale).



Stéphane Just

J.R. - JR a annoncé dans son dernier numéro le XVIII^e congrès de l'OCI qui devait se tenir du 22 au 26 décembre 1972.

Peux-tu expliquer pour les lecteurs de JR les conclusions essentielles de ce Congrès ?

S. JUST - L'analyse de la situation politique, la faillite du système que représente la V^e République, son effacement inévitable, sur la base de la montée de la classe ouvrière, de ce que nous avons appelé depuis 1968, l'imminence de la révolution, a été évidemment au centre du Congrès. Et plus particulièrement, l'échéance politique que représentent les élections législatives.

C'est de ce point de vue que nous avons analysé la signification de l'Union de la Gauche. Ici, il est peut-être nécessaire de faire un point plus particulier parce que l'Union de la Gauche est présentée par certains, au nom du trotskysme, comme une sorte de front unique des partis ouvriers auquel se serait ajouté quelque chose de très secondaire : la gauche radicale.

En fait, le XVIII^e Congrès de l'OCI a mis en lumière que l'Union de la Gauche, si elle s'est constituée en relation avec le développement de la lutte des classes, c'est-à-dire la recherche par la classe ouvrière d'une voie politique qui lui soit propre, d'une solution à la question centrale, celle du gouvernement, qui lui soit propre, est une réponse à ces aspirations, mais contre ces aspirations. L'Union de la Gauche est un instrument de combat contre l'indépendance de classe du prolétariat, elle subordonne la classe ouvrière au maintien du régime social bourgeois naturellement, de l'État bourgeois bien évidemment, mais même, ainsi d'ailleurs que la suite l'a prouvé, de la V^e République, c'est-à-dire de la forme politique actuelle de domination de la bourgeoisie.

A partir de la définition de la politique du front unique ouvrier, c'est-à-dire du prolétariat, du front unique des organisations ouvrières qui constituent le prolétariat aujourd'hui comme classe et particulièrement de ses partis, du combat pour ce front unique ouvrier, nous avons défini la ligne d'intervention et de construction de l'OCI au cours de la prochaine période.

En fait, il y a continuité totale de notre politique. Aujourd'hui, la forme précise que nous donnons à notre combat, c'est dans les élections, le « classe contre la classe », qui par ailleurs est expliqué dans JR, auquel l'AJS participe, c'est la lutte pour un gouvernement ouvrier, PS-PCF sans ministres représentants des partis, sans ministres représentants des intérêts du capital.

C'est sur cette base, dans cette bataille, dans notre participation à ces élections législatives, un des terrains de la lutte de classes et non une tribune dont on se sert, que se pose actuellement le problème de la construction du parti.

Il nous faut intervenir de telle sorte que notre combat sur ce terrain soit lié à tous les autres aspects de la lutte des classes. Ainsi, nous sommes amenés à définir brièvement dans une formule la continuité de notre intervention : front unique des partis ouvriers avant, pendant, après les élections législatives, c'est-à-dire sur tous les terrains de la lutte des classes. Définir sous la forme concrète, saisissable par les masses de ce que peut être un gouvernement à elles : le gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes. Dans ce combat et pour ce combat, notre participation à la campagne électorale pose le problème de l'organisation, du parti révolutionnaire, cela au cours même de l'intervention.

J.R. - Peux-tu préciser la signification de ces élections législatives, celles des 4 et 11 mars 1973, dans la lutte des classes en France, en particulier par rapport aux élections qui avaient eu lieu en 68.

S. JUST - En 1968, les élections ont été le résultat d'une manœuvre politique que l'on peut dire combinée entre le pouvoir, incarné alors par De Gaulle, et le PCF, qui appelait à de nouvelles élections. De Gaulle a dissous l'Assemblée Nationale, le PCF, le PS aussi, les directions des organisations syndicales se sont saisies de cette occasion pour expliquer à leurs militants et de manière plus générale à la classe ouvrière qu'il fallait assurer des conditions « normales » aux élections de juin 68. Ils ont disloqué la grève générale, échangeant le droit d'absence de la grève générale, le droit et la nécessité de lutter pour le pouvoir, pour un gouvernement représentant des travailleurs, pour un plat de lentilles, les quelques « bricoles » accordées dans les accords de Grenelle. Le prolétariat a réfléchi.

Nous sommes maintenant en 1973. La situation est totalement différente. La classe ouvrière, au cours d'une expérience que l'on pourrait d'ailleurs suivre pas à pas depuis dix ans, depuis la grève des mineurs de mars-avril 63, a accumulé une somme extraordinaire d'expériences politiques. L'un des points culminants, ce fut mai-juin 68, où précisément, la grève générale a démarré sur des aspirations profondément réalistes, nées de l'expérience. La classe ouvrière doit se mobiliser toute ensemble, dans la grève générale, dans le combat, comme classe, dans son ensemble. Cependant avec toute une série d'illusions qui se marquaient dans la « croyance », si on veut, à la toute-puissance de la grève générale. C'est vieux d'ailleurs dans le mouvement ouvrier français, cela s'appelait avant 1914, la « puissance des bras croisés ». Au contraire de ce que disent certains, le pouvoir n'est pas dans la rue : le pouvoir, ce sont des institutions, le pouvoir, c'est l'État. Il faut non seulement faire la grève

générale, mais il faut surtout renverser, détruire, l'État bourgeois, renverser l'expression de la société bourgeoise qu'est le gouvernement du Capital. Il faut être en mesure, dans le combat et par le combat, d'imposer un gouvernement dont la tâche consiste à s'attaquer aux fondements de la société bourgeoise, à ses superstructures politiques comme à sa base économique et sociale. Depuis cinq ans, s'est imposée l'aspiration à se rassembler pour ce combat politique.

En raison de cette maturation politique, de cette conscience qui commence à s'affiner, et que la proximité même des élections législatives a contribué à affiner, les élections de 1973 peuvent être, doivent être, un terrain de regroupement de la classe ouvrière. Elle perçoit ces élections législatives comme une possibilité pour elle de se rassembler politiquement, directement sur le terrain politique, comme classe, pour s'ouvrir la voie à la question gouvernementale.

J.R. - La campagne électorale de l'OCI, c'est vingt candidats, en particulier. Pourquoi ces vingt candidats et qu'est-ce qui a guidé le choix de ces vingt circonscriptions ?

S. JUST - Eh bien ! le simple fait que nous ne présentons que vingt candidats est en soi une démonstration que nous ne sommes pas dans le crétinisme électoraliste, dans l'agitation superficielle, tout en appréciant l'ampleur, la signification de ces élections législatives de mars 1973. Pourquoi 20 candidats ? Pourquoi pas 50, pourquoi pas 100 ? Je l'ai dit, le XVIII^e Congrès de notre organisation, comme tous les Congrès, mais en apportant les précisions, les nouveaux développements nécessaires, le XVIII^e Congrès a eu au centre de ses problèmes celui de la construction du Parti Révolutionnaire, du Parti de la IV^e Internationale, sur la base du programme de la IV^e Internationale. Et nous entendons utiliser ces élections législatives, à partir de la définition de la politique de front des partis ouvriers, concrétisée dans le « classe contre la classe », concrétisée aujourd'hui dans la lutte pour la rupture avec la bourgeoisie, avec les radicaux de gauche notamment, et pour un gouvernement PS-PCF, pour la construction du parti révolutionnaire.

Nous pouvons évidemment comme d'habitude présenter 100 candidats, ça n'est pas difficile a priori. Des « candidats-bidons ». Ce n'est pas un facteur de construction du parti révolutionnaire.

suite p. 12

● DECLARATION DE P. MARCELOT

Ex-militant de la Ligue communiste de Clermont-Ferrand

Je suis entré à la Ligue communiste en avril 1972 pour militer dans une organisation de type bolchévique, pour rejoindre une Internationale communiste sur la base du programme de la IV^e Internationale fondée par TROTSKY. Le 19 novembre 1972 une série de désaccords m'ont fait prendre la décision de quitter publiquement cette organisation.

Camarades de la Ligue communiste, c'est à vous que cette lettre s'adresse.

Admettez-vous qu'au nom du combat de TROTSKY, votre organisation apporte son soutien aux points du GRP, à ceux qui assassinèrent THA-THU-TAU, fondateur de la IV^e Internationale au Vietnam. Admettez-vous qu'aujourd'hui votre organisation exige l'application du point n° 11 des accords de cessez-le-feu qui garantit « le maintien de la propriété privée des moyens de production ».

Admettez-vous que votre organisation, par l'intermédiaire de Filoche, membre du B.P., remette en cause le Programme de transition :

« Rouge » n° 167 - 22 juillet 72 :

« Nous sommes pour que l'Internationale centralisée se donne les moyens de rediger un nouveau programme de la révolution mondiale. Ceci est à l'ordre du jour de ses deux prochains Congrès. »

Alors que TROTSKY affirmait que le Programme de transition est « le programme d'action d'aujourd'hui jusqu'au début de la révolution socialiste ». Mais hélas, camarades, c'est dans la pratique que la Ligue communiste rédige son « nouveau programme », en se ralliant à l'Union de la Gauche.

Le Programme de transition sur la base duquel a été fondée la IV^e Internationale met en évidence la gravité de votre décision de vous rallier à l'Union de la Gauche.

« La IV^e Internationale n'a ni ne peut avoir place dans aucun Front populaire. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche, c'est de renverser la domination du capital. Son but, c'est le socialisme, sa méthode, c'est la révolution prolétarienne. »

Vous rompez donc avec le programme de la IV^e Internationale, vous abandonnez l'indépendance de classe du prolétariat. Soutenir l'Union de la Gauche, c'est favoriser la tentative d'étranglement du mouvement de mobilisation des masses contre la bourgeoisie, contre l'État ; c'est soutenir la politique de collaboration de classe que représente l'accord du PCF et du PS et du parti bourgeois qui est le parti radical, c'est couvrir la liquidation de l'indépendance de classe du prolétariat.

Camarades, j'ai construit un an durant la Ligue communiste. Je n'en tire aucune fierté ni aucune honte. Je sais que beaucoup d'entre vous ne comprennent pas l'abandon de tout critère de classe de la part de leur organisation. Je sais que beaucoup d'entre vous condamnent une telle politique de collaboration de classe.

Camarades ! Les problèmes posés par l'évolution de votre organisation ne peuvent être évités.

A propos de ceux qui voulaient ruser avec le Front populaire, TROTSKY écrivait : « Les petits crimes et les petites trahisons qui peuvent passer pratiquement impurs dans les périodes normales, connaissent une puissante répercussion dans une période révolutionnaire. On ne devrait jamais oublier que la révolution crée des conditions acoustiques particulières. »

Camarades, nul ne pourra se dérober à la discussion de ces problèmes. Chacun devra prendre ses responsabilités.

P. MARCELOT
Bibliothèque de Communication
1 Hemeroteca General
CEDOC

LA MNEFIA

La Mutuelle Nationale des Etudiants de France : 400 000 cotisants. Elle gère le régime étudiant de Sécurité Sociale. Une conquête considérable pour les étudiants ; elle compte parmi les acquis qui avec les œuvres universitaires, les faibles bourses, permettent seuls à des centaines de milliers d'étudiants, salariés par ailleurs, de subsister en faisant leurs études.

Elle occupe une bonne place dans les plans de rentabilisation de la bourgeoisie. Des dizaines de milliards sont chaque année « gâchés » pour assurer le droit à la santé des étudiants. C'est beaucoup trop pour le Capital.

Contre la MNEF, deux armes : l'asphyxie financière, d'abord. Les remises de gestion allouées par l'Etat à la Mutuelle Etudiante sont bloquées depuis plusieurs années, rendant sans cesse plus difficile le travail du personnel et la délivrance des prestations aux étudiants. Des semaines, des mois d'attente pour le remboursement. A l'autre bout, la propagande de la presse aux ordres qui attribue à la gestion étudiante trop légère les carences qui sont celles du gouvernement.

Les Mutuelles privées ensuite. La seule forme de « droit à la santé » comprise par la bourgeoisie : celle qui est source de profit. Les cotisations sont échelonnées selon les ressources des étudiants, les prestations aussi.

Le gouvernement favorise ouvertement les Mutuelles privées : au mépris de la loi qui reconnaît la MNEF comme seule habilitée à gérer la Sécurité Sociale étudiante, il accorde ce droit à certaines Mutuelles privées.

C'est dire que la Mutuelle a toujours été l'enjeu d'une lutte acharnée entre les étudiants, leurs organisations, et le gouvernement.

Les nouveaux dirigeants de la Mutuelle Etudiante s'appellent Jacot, Finel, Wolber, Parmenier. Ils dirigent tout à la fois les étudiants du CERES, la Mutuelle, la commission de contrôle des élections. Cette commission de contrôle présente bien des avantages : elle seule décide de la validation des listes opposées au CERES, elle seule a accès aux urnes entre la fin du scrutin et le dépouillement. Tout cela remplace avantageusement la conquête des masses étudiantes par des moyens démocratiques.

L'Union de la Gauche est là pour donner un vernis politique à nos Mnefiosi. D'autant qu'il n'est pas si simple pour le groupe du CERES, pauvre en talents et en imagination, de normaliser la Mutuelle. L'UNEF a préservé la continuité du combat pour la gestion syndicale de la MNEF. Elle rend publiques toutes les entreprises de liquidation de centres de soins et d'œuvres sociales prises par le

CERES en accord avec le gouvernement. Elle s'oppose aux attaques contre le personnel salarié de la Mutuelle.

Combattre politiquement ? On n'y songe pas quand on s'appelle Wolber ou Finel.

C'est en septembre qu'est envoyée aux membres « sûrs » du CERES une circulaire les invitant à s'entraîner au karaté dans un club spécial du 13^e arrondissement (documents publiés par l'AJS). C'est aussi à cette époque que sont embauchés à la journée plusieurs videurs de boîtes de nuit, déjà utilisés pour le Congrès de la MNEF (arrêtés ultérieurement en Suisse pour port d'armes prohibé).

Selon les témoignages de son entourage direct, c'est M. Wolber qui se charge du recrutement de ces hommes de main. Le 9 octobre, ils agresseront les administrateurs UNEF parisiens de la MNEF en plein conseil d'administration. Qui est M. Wolber ?

Il se fait connaître en 1971 en étant l'otage « socialiste » de la scission UNEF Renouveau avec qui il parade dans une conférence de presse. Il est condamné pour cela par les Etudiants Socialistes, opposés à la scission de l'UNEF. En homme qui affectionne le côté du manche depuis toujours, il sait reconnaître les qualités et la reconnaissance du stalinisme pour ceux qui sont peu exigeants de la cause à défendre. Mais l'UNEF Renouveau offre trop peu de débouchés pour M. Wolber. On le retrouve donc installé à la MNEF, avec Patrice Finel, qui espère peut-être trouver dans cette investiture sans gloire une popularité qui lui ont toujours refusée les étudiants de la Halle aux Vins.

Tout ce petit monde a une obsession : conserver sans militants, sans audience politique, le contrôle de la gestion de la MNEF, en éliminant l'UNEF et ses administrateurs.

Après la déroute des tape-durs embauchés en octobre, nos Mnefiosi voient avec effroi se dérouler les élections de Lyon. Elles sont terriblement, abominablement démocratiques, ces élections. Les représentants des listes accompagnent les urnes : c'est une calamité pour le CERES. Ce sont les vrais suffrages qui sont dépouillés ! L'UNEF a plus de 1 100 voix, l'UNEF Renouveau un millier, le CERES 300.

Il n'y a dès lors plus d'autre issue que la fraude, la provocation, l'appel à la police. M. Finel s'occupe des urnes à Amiens (voir constat), M. Wolber de la police à Lille.

Le 31 janvier, appelée à la section MNEF de Lille, la police intervient, fait aligner contre un mur les militants de l'UNEF. M. Wolber en choisit cinq qui seront écroués pour l'avoir « torturé ».

APRES LILLE, PROVOCATION CONTRE L'UNEF A ASSAS.

Le 16 FEVRIER, PIERRE NESTERENKO et l'UNEF annoncent leur intention d'apporter les preuves de la machination de WOLBER à Lille dans six facultés parisiennes. Le 16 FEVRIER, elle aurait lieu à Assas où 250 étudiants ont pris position pour la libération de NESTERENKO.

Le 14 FEVRIER, à 11 h 30, le CA PAN UNEF tient sa coordination hebdomadaire du premier cycle dans une salle du centre ASSAS.

A 12 h 30, un commando d'une trentaine de nerfs dirigé par le nazi JEANNEAU fait irruption dans la salle, menaçant les étudiants présents de faire « la peau de ceux qui avaient été à Lille ».

D'où vient cette sollicitude de JEANNEAU pour le « pauvre socialiste WOLBER » ? Au nom de la défense de WOLBER, JEANNEAU et sa bande agressent les adhérents de l'UNEF présents.

Etrange conjonction. « Du fascisme ils ont les méthodes », dit WOLBER en parlant de l'UNEF et de l'AJS.

Mais ce sont les militants de l'UNEF qui se font agresser à la faculté d'ASSAS par les nazis !

C'est au nom des « événements » de Lille que le nazi JEANNEAU et ses nerfs brisent la réunion de l'UNEF, annoncent leur intention d'empêcher NESTERENKO d'apporter les preuves de la machination de WOLBER à ASSAS.

Qui donc a intérêt à ce que les étudiants d'ASSAS ne puissent juger sur pièces (déclarations d'huissiers, etc.) ?

C'est au nom des « événements » de Lille que le nazi JEANNEAU et ses nerfs viennent le 15 février, en commando, à ASSAS. Ils brûlent dans le plus pur style des autocrates nazis les panneaux de l'UNEF et de l'AJS.

Que M. WOLBER se rassure : le panneau d'« Ordre Nouveau » qui prenait sa défense n'a pas été brûlé.

Pour les justifications, l'Union de la Gauche est là : dès le lendemain, Jacot et l'UEC publieront un communiqué contre les « fascistes de l'UNEF/AJS » !

Les « antifascistes » en question, quelques jours plus tard à Dijon, invalident la liste UNEF et font voter les étudiants sur liste unique de « l'Union de la Gauche ». Avec leurs voix, ils auront en



Ses enseignants se prononcent pour la libération de Nesterenko. Ici, Alain Chailier et le sculpteur Etienne Martin.

plus celles de 30 étudiants, en 9 h de scrutin. Invité par l'UNEF à présenter devant 300 étudiants sa version des faits, M. Finel déclina l'invitation et laissera à des milliers d'étudiants de Dijon, au nom du CERES, le souvenir impérissable de son courage politique.

Quant aux dirigeants de l'UEC, invités eux aussi par Nesterenko à s'expliquer dans les facultés parisiennes au cours de six réunions, dans des centaines d'interventions en amphithéâtre, ils se conten-

tent de répéter « fascistes », en enviant amèrement les bureaucrates de Tchecoslovaquie où tous les « fascistes » qui s'opposent à l'invasion des chars, aux bourrages d'urnes et aux 99,9 % sur les candidatures officielles ne peuvent s'exprimer dans les usines et les facultés.

Quel avenir pour la MNEF ? Celui qu'imposent les masses étudiantes, en chassant de leur Mutuelle les faussaires, les arrivistes et les délateurs. En imposant des élections démocratiques, sans bourrage d'urnes. En se rassemblant avec l'UNEF et ses dirigeants inculpés sur dénonciations de Wolber/Finel, en informant massivement les étudiants, comme à Dijon, des infamies commises en leur nom. En votant par milliers et milliers contre les faussaires pour une gestion syndicale de la MNEF, défendant les intérêts des étudiants, en votant pour l'UNEF... et en imposant le respect de leurs suffrages.

L'activité des Mnefiosi du CERES éclaire très crûment les objectifs et les méthodes de ce courant cléricalo-bourgeois du Parti Socialiste, étranger au mouvement ouvrier, et ses phrases sur l'autogestion. Les cercles de l'AER, de l'AJS, ne laisseront ignorer à aucun étudiant, à aucun jeune travailleur, cette « mise en pratique » de l'autogestion, avec l'aide d'hommes de main, de faussaires et de policiers.

Ils développeront au maximum, pièces à conviction en mains, la discussion avec les étudiants socialistes, avec les militants des Jeunesses Socialistes, dont beaucoup déjà se sont désolidarisés du gang Wolber/Finel.

LES PREUVES

PROCES VERBAL DE CONSTAT D'HUISSIER ETABLI A AMIENS LE 9 JANVIER

« Les trois urnes sont déposées non scellées et entassées les unes sur les autres dans le bureau de la section qui se trouve au fond du local. Les membres du bureau ont fermé la porte à clé et la clé a été remise au président du bureau M. Parmenier... »

« Cette urne (n° 7) n'a pas été scellée et emballée telle quelle... »

« Une fois de plus, cette urne (n° 8) n'est pas scellée... »

PROCES VERBAL DE CONSTAT D'HUISSIER ETABLI A LILLE LE 31 JANVIER

« J'apprends que la camionnette affrétée pour le ramassage des urnes est partie... »

« Il m'est indiqué que l'urne n° 19 non cadenastée mais fermée à clé a été relevée... »

« L'urne n° 19 n'est pas cadenastée mais simplement fermée à clé, mon confrère m'indique qu'il est en possession des clés de toutes les urnes. Cette urne a été déposée dans le fond d'un sac à dos fermé à clé... »

« A 20 h 10 l'urne n° 12 fermée mais non cadenastée est encore en place, elle devait être enlevée à 17 heures... »

LA CHRONOLOGIE

17 JANVIER

En réponse à l'UNEF qui exige des garanties de déroulement démocratique des élections à la section d'Amiens, G. Jacot, président de la MNEF répond :

« Je ne verrais aucune difficulté à ce que les différents listes en présence adjointent à l'huissier désigné par la MNEF un ou plusieurs huissiers chargés de contrôler les diverses opérations électorales... »

19 JANVIER

Les engagements ne sont pas tenus : les urnes sont emballées sans contrôle d'huissier, non scellées et sont enfermées dans un local dont Parmenier, militant du CERES, représentant de la commission de contrôle a seul la clé.

30 JANVIER

Extrait de la lettre adressée le 30 janvier par le Président de l'UNEF à Gérard Jacot, membre du Comité Directeur du Parti Socialiste :

« Il n'existe en effet qu'une manière de coopérer court aux nombreux intérêts sur les fraudes émanant de la direction de MNEF : le contrôle au vu et au su de tous, par toutes les listes en présence, du transport et du dépouillement des suffrages... »

« Répliquons-le, ceux qui s'obstinent à vouloir dénaturer la libre expression, le suffrage des étudiants, assuraient devant les masses étudiantes, devant l'opinion publique — à qui nous fournissons les preuves justifiant nos craintes — l'entière responsabilité des conséquences de leurs actes... »

Paris, le 30 janvier

31 JANVIER A LILLE

Là encore, les urnes sont emballées sans contrôle d'huissier, non scellées, elles sont endommagées, on peut passer le bras par des fentes, des procès verbaux de scrutin disparaissent, etc.

Les militants de l'UNEF présents n'acceptent pas les fraudes, le truquage organisé comme à Amiens ; M. Wolber fait appeler la police, P. Nesterenko, P. Damien, D. Raffier, T. Delgrand, S. Andrzejewski sont incarcérés sur dénonciation de Wolber.

1^{er} FEVRIER A LILLE

M. Wolber qui bénéficie d'une « incapacité de travail » pour 12 jours, tient une conférence de presse avec Wolf représentant de la liste CERES-UEC. Un flot de calomnies et d'injures est déversé sur les militants de l'UNEF et de l'AJS. La presse en fait largement état.

2 FEVRIER A PARIS

Le bureau national de l'UNEF publie les preuves au cours d'une conférence de presse, au cours de laquelle R. Gueguen, militant du CERES, responsable national du MJS, rend publique la lettre qu'il a adressée au Premier secrétaire du Parti Socialiste F. Mitterrand. Il y déclare notamment :

«... Le 24 janvier... j'ai assisté à des discussions qui se sont déroulées en ma présence au cours desquelles il était question d'évaluer les chances de gagner les élections de la section de Lille de la MNEF. Les camarades G. Jacot, P. Finel, P. Parmenier, G. Wolber étaient unanimes à considérer que les chances étaient réduites. C'est alors que G. Wolber a dit : « Nous avons les délégués, on sait comment s'y prendre, c'est moi qui suis responsable des élections à Lille. On a constitué un service d'ordre avec des « mecs de droite ». Il est très probable qu'on de nos militants soit touché, alors Berg ne pourra plus dormir, nous le voterons chez lui... »

LUNDI 6 FEVRIER

A la séance générale, M. Finel, compare de M. Wolber invalide la liste UNEF aux élections à la section de Dijon de la MNEF. La semaine précédente l'AGUED-UNEF organisait une manifestation de 700 étudiants. 3 jours plus tard, l'AGUED-UNEF manifestait encore avec les étudiants d'UJT de Dijon, mais M. Finel déclarait comme seule liste représentative, celle présentée par ses amis, il paraitait LA LISTE UNIQUE !

MARDI 6 FEVRIER

Les étudiants de Dijon sont appelés par l'UNEF à juger, à ne

prononcer sur les procédés des gestionnaires de leurs cotisations.

300 étudiants participent au meeting appelé par l'AGUED-UNEF, au cours duquel Michel Séré, président de l'UNEF, présente le dossier de « l'affaire Nesterenko ».

Dans la salle d'en face, quelques dizaines de participants au meeting présidé par Finel. Wolber annonce par voie d'affiches s'est en dernière minute décommandé.

Une délégation élue à l'unanimité par le meeting de l'UNEF demande à Finel de venir justifier ses actes divers devant les masses d'étudiants rassemblées. Finel livre son meeting et quitte la faculté.

MERCREDI 7 FEVRIER

Sur le coup de Dijon tous les étudiants sont informés du déroulement des élections à liste unique, du mot d'ordre de l'UNEF.

72 étudiants (les 42 de la liste + 30) ont osé malgré la répression générale, et ont pu librement voter.

1 000 étudiants ont signé la pétition de l'UNEF exigeant l'annulation des élections et la libération des 5 militants de l'UNEF emprisonnés sur dénonciation de Wolber.

LUNDI 12 FEVRIER

Pierre Nesterenko et les 5 militants de l'UNEF sont mis en liberté provisoire, ils décident sur le champ de rendre compte dans 6 réunions publiques parisiennes du combat engagé par l'UNEF pour la défense de la gestion syndicale, de la MNEF, de présenter à tous les étudiants les pièces du dossier.

4 000 étudiants parmi lesquels 500 étudiants des Beaux Arts, 550 étudiants de Sciences (dont l'anglais unanime de Patrick Dammen), 300 étudiants de Nanterre, 250 étudiants d'Assas, 500 étudiants d'UJT en grève à St-Denis et Villeneuve, etc., 150 enseignants de Paris dont 40 des Beaux Arts, 5 500 étudiants de province parmi lesquels 1 000 de Dijon, 150 d'Assas, 200 de Marseille, 300 de Montpellier, 220 d'Amiens, 120 de Rouen, etc. se sont prononcés pour la libération immédiate des emprisonnés.

La Mnef (suite)

CE QUE PENSENT LES SYNDICATS DES EMPLOYES DE LA GESTION DU CHEF DU PERSONNEL DE LA MNEF

Ce sont les sections CGT et CFDT de la section de Paris qui déclaraient récemment « qu'il leur était apparu que le bureau national de la MNEF avait décidé de répondre sur le terrain même que lui proposaient les autorités de tutelle, à savoir : assainir la gestion, réduire la masse salariale, augmenter le rendement, reconnaissant ainsi implicitement que la personnel est responsable de la situation de l'entreprise et que de lui dépend en partie la survie de la MNEF ».

La Commission exécutive de la CFDT ajoutait « qu'il y a cohérence dans le plan d'ensemble prévu par le Bureau National entre l'embauche d'un personnel non qualifié dans une telle démesure et l'utilisation à prix d'or de spécialistes capables si l'on en croit leur contrat de faire tourner presque à eux seuls la section de Paris »...

Une telle politique ne serait pas désavouée par un quelconque DREYFUS ou DAS-SAULT ! Nous allons oublier le nom du chef du personnel : PATRICE FINEL.

APRES L'INCENDIE DU CES EDOUARD-PAILLERON, LES MILITANTS AER DE L'ECOLE D'ARCHITECTURE S'ADRESSENT A LEURS CAMARADES :



« Une CES parmi des centaines »

(extraits de tract)
Nous, étudiants en architecture, connaissons ces normes de sécurité, bien qu'à aucun moment elles ne nous soient enseignées :

— Les murs coupe-feu, d'une résistance au feu de durée déterminée ;

— Les revêtements et les peintures pour les ossatures métalliques, retardant considérablement la perte de leurs propriétés mécaniques de résistance ;

— Les normes de sorties de secours impératives, escaliers hors-fumées, etc., permettant d'évacuer très rapidement des centaines de personnes dans de bonnes conditions ;

— Les procédés d'arrosage automatiques (Sprinklers), d'évacuation automatique des fumées (Pyrodômes), etc. ;

MAIS LES MOYENS DE PROTECTION COÛTENT CHER ET LE GOUVERNEMENT DU CAPITAL POUR SURVIVRE DOIT RENTABILISER LA CONSTRUCTION. (Comme l'atteste le témoignage de la SECTION CGT de l'entreprise CONSTRUCTIONS MODULAIRES, constructeur du CES : « IL FAUT SAVOIR QUE LE SEUL MOYEN DE LUTTE PREVU CONTRE L'INCENDIE DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES TYPE CES 900, CE SONT DES EXTINGUEURS MANUELS. »)

BIEN ENTENDU, c'est la sécurité des travailleurs, des

enseignants et des enfants qui en pâtit (mais qu'importe cela, pour un gouvernement qui doit expulser des études la jeunesse, et de la production les travailleurs, toujours plus chaque jour...) !

UN CES parmi des centaines, mais des centaines construits de la même façon.

UN CES parmi des centaines, mais des centaines dans lesquels, comme dans celui-là, l'enseignement du français a été supprimé, dans lesquels les FOUCHET, les FAURE, GUICHARD, FONTANET « orientent » les enfants de travailleurs vers les « voies courtes » ; impasses rapides de la sélection et de la déqualification.

CONSTRUCTIONS LEGERES POUR ENSEIGNEMENT AU RABAIS :

VOILA LA POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE POUR L'ENSEMBLE DE LA JEUNESSE ?

VOILA LA SOCIÉTÉ DES PATRONS ET DES BANQUIERS !

UN GOUVERNEMENT QUI LIQUIDE L'ENSEIGNEMENT, dans les CES comme dans les écoles d'archi,

UN GOUVERNEMENT QUI GRADE LES CONSTRUCTIONS SCOLAIRES, au profit des milliards déversés à l'enseignement confessionnel et privé.

UN TEL GOUVERNEMENT EST FAILLI !

AER - Beaux-Arts

GREVES ET MANIFESTATIONS DANS LES IUT

LES CERCLES AER AUX AVANT-POSTES

QU'EST-CE QU'UN IUT ? Un établissement fondé par l'Education nationale en accord avec le patronat. Pour le gouvernement Pompidou-Messmer, comme pour les précédents, la formation en deux ans de « cadres » et de « techniciens » c'est l'avenir pour tous les étudiants. Dans les conseils d'administration de ces établissements, ce sont les personnalités extérieures, patrons ou PDG, qui définissent les programmes. Mieux qu'ailleurs, la liaison université-industrie est établie. Alors pourquoi chaque année comme cette année, des dizaines de milliers d'étudiants en IUT et LTS se mettent-ils en grève ? Les mêmes patrons, et l'Education nationale, refusent de reconnaître les diplômes qu'ils incitent à préparer. Ainsi, sur le « marché du travail », c'est l'arbitraire le plus total. Ainsi, un ou deux diplômés trouvent un emploi correspondant à leur qualification sur une promotion de 40 étudiants à l'IUT de Paris, avenue de Versailles, IUT « modèle », « choyé » par les patrons.

Dans leur mobilisation, par milliers, les futurs techniciens ou futurs chômeurs ont dit non à ces mensonges : ils ont manifesté par milliers, à Paris, à Dijon, à St-Etienne, à Grenoble, avec l'UNEF, devant les sièges du CNPF et les rectorats. Par milliers, ils ont crié :

— A BAS LA LOI DEBRE !

— RECONNAISSANCE DE NOS DIPLOMES !

Les militants de l'AER sont clairs : nous devons rompre avec les illusions semées par le patronat. Nous devons rompre avec l'isolement politique voulu par le patronat. Futurs techniciens, futurs cadres ou futurs chômeurs, nous n'avons pas d'intérêts différents des autres étudiants, des lycéens, de la jeunesse travailleuse, de la classe ouvrière. C'est son combat que nous devons rejoindre pour en finir avec les bavardages hypocrites des PDG, avec le capitalisme.

LES DIRIGEANTS DE L'UEC BRISEURS DE GREVE :

« Comment s'étonner de voir aujourd'hui les groupes gauchistes et réactionnaires conjuguer leurs efforts pour détourner les étudiants du terrain principal de la lutte ? Tentant de stériliser le mécontentement justifié des étudiants, ils essaient de lancer des grèves dans certains secteurs (pharmacie, IUT, médecine). »

Humanité - 17 février 1973

« LA LIBERATION DE LA FEMME, C'EST SON DROIT DE VOTE » MICHEL DEBRE

Le récent procès de Bobigny, avec la déposition courageuse du Doyen MILLIEZ, l'arrestation en Belgique du Docteur LEERS, militant communiste connu pour son honnêteté et ses positions de grande probité sur l'avortement, la pétition pour sa libération signée par plusieurs centaines de milliers de Belges, la déclaration faite par 345 médecins français, sont autant d'éléments qui expriment la conjonction des forces qui s'opposent à l'ensemble des dispositions réactionnaires et répressives existant sur la maternité et sur le droit à l'avortement.

Ces procès, les déclarations des hommes de la bourgeoisie, jettent la lumière la plus crue sur l'incapacité de cette société, de ce gouvernement, à régler aucun des problèmes de la vie de millions de jeunes, de travailleurs et travailleuses, sinon dans le sens des intérêts d'une poignée de capitalistes.

Hypocrisie, mensonges, truquages, violences, telles sont les méthodes de ce gouvernement aux abois.

L'AMPLEUR DU PROBLEME :

C'est la loi réactionnaire du 31 juillet 1920 qui interdit en France l'avortement, l'incitation à l'avortement mais également la propagande anticonceptionnelle. C'est particulièrement sous le gouvernement PÉTAINE que son utilisation fut la plus large. Entre 1940 et 1944, 15 000 peines diverses furent prononcées. Une femme fut même condamnée à mort et exécutée le 30 juillet 1943.

A l'heure actuelle, on peut évaluer le nombre d'avortements clandestins à 1 000 000 par an en France. 3 600 femmes sont décédées en 1966 des suites d'avortement clandestin. Le prix d'un avortement : entre 150 000 et 450 000 francs !

Dans les cliniques anglaises, celles de Langham Street ou bien de River Parking Nursing Home, c'est un commerce expansif qui est en pratique !

En France, 85 % des avortements sont pratiqués par des « faiseuses d'ange ». Mais tout ceci n'est que l'aspect le plus visible, immédiat, des conséquences de cette loi.

La bourgeoisie a toujours répondu à ces questions, par la police, une philosophie de curés.

QU'EN PENSENT MESSIEURS LES MINISTRES,

M. FOYER est particulièrement en verve depuis quelque temps. Convoquant le doyen MILLIEZ pour lui signifier son blâme, celui-ci devait lui déclarer : « Ce n'est pas une raison pour que les pauvres adoptent les vices des riches ».

Toujours FOYER :

« Il est déplorable qu'une opération politique soit déclenchée en période électorale sur un problème aussi grave, puisqu'il met en cause le respect de la vie. »

« Quant au problème de fond, et ainsi qu'il a déjà été indiqué à diverses reprises, l'étude en sera entreprise dans le sérieux, l'objectivité et le respect des consciences. »

POUR MICHEL DEBRE

« La libération de la femme, c'est son droit de vote ».

La « perle » est de Thierry MAULNIER, qui affirme dans « Le Figaro » : « Même ramené au cas d'espèce, LE PROBLEME EST INSOLUBLE. L'enfant qu'on suppose allait peut-être devenir un adolescent taré ou un adolescent génial, ou l'un et l'autre, un Dostoïevsky ». Puis, il rappelle les mots fort spirituels que prononça DE GAULLE à propos de la revendication du remboursement de la pilule par la Sécurité sociale : « Ah non ! Pas les distractions ! » MAULNIER commente : « C'était une réflexion « de droite », mais elle « touchait au fond de la question ».

Quant à RADIO VATICAN, par la voix de Don Aniceto Molinaro, elle expliquait « il faut éviter l'exercice irresponsable de la sexualité ».

Nous le disons clairement : l'opposition de milliers et milliers de jeunes, de travailleuses, de travailleurs, au caractère ultra-réactionnaire de la loi de 1920, au tissu d'obscurantisme, de bêtise, d'hypocrisie jeté par la bourgeoisie et l'Eglise sur cette question, est un élément de prise de conscience politique considérable de la putréfaction de la société du profit.

Des milliers et des milliers de jeunes, de femmes travailleuses, appuieraient de toute leur énergie, de leur dévouement le combat des grandes organisations ouvrières si clairement celles-ci appelaient au combat pour la destruction de cette loi réactionnaire, et de toutes les mesures répressives existant contre la maternité consciente.



le Pr Milliez à Bobigny

La revendication démocratique du droit à la maternité consciente implique l'enseignement gratuit, dans le cadre du travail, de l'enseignement général, pour les jeunes filles et les femmes travailleuses pour la jeunesse, des méthodes de contraception.

L'enseignement de ces méthodes dans les lycées, les centres d'apprentissage, les mairies de quartier.

Il faut chasser les curés, les capitalistes des écoles, des hôpitaux, chasser ceux qui spéculent sur l'avortement clandestin.

Il faut nationaliser sans rachat l'enseignement, l'hospitalisation.

TOUT DE SUITE, l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques doivent prendre la défense des médecins qui ont courageusement pris la parole.

Tous les partis ouvriers ont témoigné leur solidarité avec le doyen MILLIEZ, lors du procès de Bobigny.

Aujourd'hui, ensemble, exigeons :

— l'abrogation de la loi de 1920,

— l'arrêt immédiat de toutes les mesures répressives à l'égard de la maternité,

— le droit à l'avortement libre et gratuit,

— la libération du Docteur PEERS,

— aucun médecin ne doit être inculpé pour ses positions.

Ces revendications s'intègrent totalement dans l'ensemble du combat pour les libertés démocratiques et pour les autres revendications de la jeunesse, de la classe ouvrière, qui ouvrent la voie au socialisme, vers la société sans classe qui seule pourra résoudre l'ensemble de ces problèmes.

Comme le disait TROTSKY, dirigeant du parti bolchévique et de la révolution russe :

« Seul le pouvoir révolutionnaire a apporté à la femme le droit à l'avortement, l'un de ces droits civiques politiques et culturels essentiels tant que durent l'oppression et la misère familiale, quoi qu'en puissent dire les eunuques et les vieilles filles des deux sexes ».

(La Révolution Trahie)

L'AER Médecine, dans le combat pour rassembler la jeunesse, pour les Etats Généraux de la Jeunesse, combattra entre autres points pour ce droit démocratique qui unifie la jeunesse aux côtés de la classe ouvrière.

Cercle AER MEDECINE

DE GALLIFFET A MASSU LE LOYALISME DES OFFICIERS

« Le gouvernement compera sur le loyalisme sans faille des officiers et des sous-officiers ». (Programme commun p. 173.)

1958 : sur la place du forum, à Alger, les ultras scandent : « l'armée au pouvoir ! ».
1968 : DE GAULLE se rend à Baden-Baden pour s'assurer du loyalisme de MASSU et de ses troupes contre la grève générale.
1973 : peut-on compter sur le « loyalisme des officiers ? » « L'officier français est un homme qui se veut sans passé » (« Le Point » du 23 janvier 1973).

De GALLIFFET à DEBRE, qu'y a-t-il de changé ?

Ceux qui ordonnèrent la fusillade des communards en 1871 ouvrent le feu sur les mineurs de Fourmies en 1894, matent la rébellion des mutins des tranchées en 1917, se cultivent en lisant MAURRAS, rejoignent Vichy, maintiennent les peuples opprimés sous leurs bottes, « pacifient » l'Indochine et l'Algérie. Ceux-là veulent se faire oublier, se refaire une virginité, un brevet de civisme et de gauchisme. Neutre, l'armée ?

Selon le sondage du « Point », cette caste réactionnaire des officiers votera le 4 mars à 80 % pour l'UDR, approuve à 84 % le maintien de la force de frappe. Neutre, l'armée ?

GAMELIN, WEYGAND, DARLAN, ces officiers loyalistes du Front populaire, ont soutenu PETAIN, jeté les militants ouvriers en prison, mis leur science au service de l'état franquiste. Neutre, l'armée ?

Comme l'ont montré LIEBKNECHT, LUXEMBOURG, LENINE, l'armée bourgeoise composée d'ouvriers, de paysans, loin d'être l'armée des travailleurs, est l'armée des capitalistes contre les travailleurs, en réprimant le peuple exploité, en faisant exterminer les travailleurs des différents pays, pour la conquête de nouveaux marchés. L'armée est donc un organe d'oppression entre les mains de la classe dominante, un instrument de guerre civile contre les classes opprimées et exploitées, et de guerre impérialiste toujours dirigé contre les intérêts des masses travailleuses.

Pour préparer les armées qui se composent dans leur plus grande partie des membres de la classe opprimée, à marcher contre leurs propres frères de classe, la bourgeoisie a utilisé et utilise des méthodes sans cesse plus raffinées.

Discipline, brimades, vexations, intoxication.

LENINE, textes sur la Jeunesse :

« Au fond, nous n'avons jamais eu et nous n'avons rien qui ressemble à l'égalité des citoyens devant le service militaire.

Au contraire, la caserne est empreinte du plus révoltant esprit de servitude. Le soldat, ouvrier ou paysan, est absolument sans défense, sa dignité humaine est foulée aux pieds.



L'apprentissage du civisme.

NON, l'armée, ce n'est pas la neutralité. Alors : DESERTION ? OBJECTION DE CONSCIENCE ?

Pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie, le prolétariat a besoin d'armes et doit savoir les manier. L'armée bourgeoise lui en offre une occasion très favorable. Quoique cette armée ne représente que l'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat, il n'en reste pas moins que ce dernier peut y apprendre le maniement des armes POUR SON PROPRE USAGE. Refuser sciemment de faire son service militaire, c'est donc renoncer à apprendre le maniement des armes et à armer le prolétariat, c'est par conséquent renoncer à la lutte contre le militarisme et au renversement du capitalisme.

C'est pourquoi nous ne sommes pas des pacifistes, réclamant une paix hypothétique sans s'en donner les moyens d'y parvenir, ou des partisans d'un désarmement généralisé à l'échelle du monde, qui ne viserait qu'à maintenir le statu-quo entre les classes. Ce qui caractérise particulièrement le pacifisme et le prétendu anti-militarisme bourgeois, c'est que tout en se proclamant l'adversaire du militarisme « en général », « à l'échelle mondiale », pour ainsi dire, il proteste énergiquement, d'une manière chauvine, contre le militarisme des pays voisins, mais ne fait rien contre le militarisme de son propre pays capitaliste (la France est le 3^e pays producteur et vendeur d'armes. En tête des producteurs : DASSAULT). L'antimilitarisme révolutionnaire combat le militarisme avant tout dans sa propre « patrie » capitaliste, sous toutes formes et aspects concrets. Il est particulièrement adversaire de toute façon de militariser les masses pour les buts de la bourgeoisie. LENINE écrivait dans son article « sur le mot d'ordre de désarmement » : « Ce n'est pas seulement l'armée permanente actuelle, mais aussi, la milice de nos jours, qui constitue un armement de la bourgeoisie contre le prolétariat. C'est pourquoi nous devons dire :

« PAS UN SOU, PAS UNE ARME, PAS UN HOMME, non seulement pour l'armée permanente, mais aussi pour la milice bourgeoise. »

Seul le renversement du capitalisme, la révolution prolétarienne, peut supprimer le militarisme. C'est pourquoi l'action anti-militariste doit à tout moment être étroitement liée aux questions générales de la lutte des classes : « Celui qui se dit anti-militariste sans se placer sur le terrain de la révolution prolétarienne n'est qu'un charlatan. » LENINE.

Pour la paix, préparons la révolution !

Rétablissement des sursis !



« Le concours des jeunes appelé... »



« ...peut être précieux » Michel Debré.

LA LOI DEBRE

Deuxième trimestre : les feuilles de route commencent à arriver. Les colonels font le tour des lycées pour vanter les mérites de l'armée. Les sursis sont supprimés.

Deuxième trimestre : les lycéens commencent à se dresser contre la loi Debré. Répondant à l'appel de l'UNEF, ils se rassemblent le 31 janvier dans la Cour de la Sorbonne. A Marseille ils manifestent à plus de 1000, à Cachan, Cahors, Orléans, ils s'engagent dans la grève.

C'est l'amorce d'un déploiement contre la loi Debré.

POURQUOI LA LOI DEBRE ?

M. Debré veut « égaliser le sort des lycéens et des jeunes travailleurs », veut « rendre au service militaire son caractère universel et égal ». Comment ? En supprimant les sursis !

Qu'en est-il exactement ?

Pendant la guerre d'Algérie, lorsque les sursis furent supprimés, jeunes travailleurs et étudiants luttèrent côte à côte pour leur rétablissement. Parce que ce ne sont pas les lycéens et les étudiants qui sont responsables du non-bénéfice des sursis pour les jeunes travailleurs, c'est ce gouvernement qui liquide écoles et CES dans les cantons ruraux, qui vend au patronat l'enseignement technique et agricole.

Alors, la réalité, ce n'est pas : « cette situation injuste est ressentie comme telle par les appelés qui n'ont pu bénéficier des sursis » (Joël Le Theule, rapporteur de la commission de la Défense Nationale et des forces armées à l'Assemblée Nationale).

La réalité est tout autre : 40 % des demandes d'emplois non satisfaites sont formulées par les jeunes de moins de 21 ans dans le marché du travail sans qualification. C'est cela qui pousse un jeune à devancer l'appel, à s'enrôler à 18 ans. Par l'abaissement de l'âge d'incorporation à 18 ans, il s'agit d'organiser militairement ce volant de chômeurs.

La réalité, c'est l'exigence de l'état bourgeois, du VI^e Plan, qui vise à sélectionner, interrompant le cours des études. La réalité, c'est qu'il s'agit pour l'armée de contribuer aux efforts insuffisamment fructueux du ministère de l'Education Nationale pour éliminer le maximum de diplômés. La suppression des sursis est moins le remède patriotique à « l'injustice criante devant l'impôt du sang » (Général Vanuxem) que la solution bourgeoise au chômage !

La loi Debré, c'est aussi l'embrigadement de la jeunesse.

Savoir obéir aux ordres, vénérer les valeurs traditionnelles chères à Fouchet et à Peyrefitte, voilà la tâche confiée à l'armée. Il faut mater la jeunesse, calmer les cœurs et les esprits, préparer la chair à canon :

« le service militaire a pour objet de faire des soldats, des hommes, « qui devront peut-être un jour se retrouver dans l'ambiance du combat ». (SANGUINETTI).

Tout mettre en œuvre pour inculquer aux jeunes incorporés dans l'armée, le sens civique du bien-fondé de la préservation de la Nation, de la Patrie, de l'Etat comme gardien de la liberté et de l'ordre de l'exploiteur sur l'exploité, d'être le défenseur hardi de l'économie capitaliste face à la volonté de milliers de travailleurs, jeunes, de vouloir obtenir satisfaction à leurs revendications.

« Etape importante dans la vie du jeune français » (DEBRE) il s'agit pour les recrues de s'employer à décharger la gendarmerie des tâches qui obèrent son activité (contrôles routiers, évacuations sanitaires, opérations sanitaires, de sécurité) pour qu'elle puisse se consacrer uniquement aux opérations de maintien de l'ordre ; premier pas vers une armée de métier pour la répression.

« Dans l'esprit du gouvernement, il s'agit d'aider la gendarmerie dans les tâches que lui imposent des interventions de plus en plus nombreuses : le concours des jeunes appelés peut être précieux ».

Eviter les revendications de la masse de jeunes chômeurs embrigadés, cela permet aussi de faire pression sur diverses catégories de travailleurs, ceux de la fonction publique par exemple, — grève des éboueurs et de la RATP, deux exemples flagrants.

Voilà les motifs de la loi Debré : BRISER LA MOBILISATION DE LA JEUNESSE CONTRE TOUTES LES MESURES QUI LA CONDUISENT AU CHOMAGE.

● ABROGATION DE LA LOI DEBRE.

● RETABLISSEMENT DES SURSIS.

● UNITE DE LA JEUNESSE

CONTRE LE CAPITAL ET SES PARTIS.

Sur ces mots d'ordre, avec ces objectifs, des centaines et des centaines de lycéens, à Paris et en province rejoindront l'UCL-AJ.

Avec l'UCL les lycéens contre la loi Debré

■● Dijon : arrachons les sursis de nos camarades !



Manifestation Unef contre la loi Debré

Non, décidément NON. la jeunesse ne se taira pas ! Les lycéens refusent d'être encasernés par Debré, calomniés par Peyrefitte et les CDR, agressés et emprisonnés par la police, les tribunaux, instruments de domination de la classe bourgeoise.

Sous la banderole de l'UCL, ils ont manifesté dans les rues de Dijon aux côtés des étudiants et des normaliens. Ils étaient 600 pour dire : « A bas la loi scélérate de Debré la Mort. »

Par centaines, ils ont signé des pétitions : « Monsieur Debré, nous ne voulons pas de votre loi infâme ». Mais il faut faire plus : arracher leurs camarades frappés dès cette année des griffes de Debré et autres Massu. Pour cela, les lycéens, adhérents à l'AJS ou non, ont décidé de constituer un Comité de liaison des lycéens de l'Académie de Dijon, qui recensera nom par nom les lycéens frappés, rassemblera, organisera le combat pour obtenir dès maintenant des

bureaux de recrutement les légitimes reports d'incorporation.

Avec eux, les candidats ouvriers, les organisations de la classe ouvrière et de la jeunesse devront le dire haut et clair : « Oui, il est possible, ensemble, d'arracher les sursis de nos camarades. NOUS LES ARRACHERONS ! »

L'UCL est à l'avant-garde de ce combat : la bourgeoisie et ses valets veulent faire taire la jeunesse. Celle-ci riposte en s'organisant.

Ce sont les 500 participants du meeting OCI/AJS, du 1er février.

C'est la préparation du rassemblement du 23 février qui traduira la volonté des jeunes d'en finir avec le scandale des scandales : le gouvernement POMPIDOU et le régime du profit et de la matraque dont il sert les intérêts, qui soutiendra la candidature de l'OCI.

PATRICE

■● L'UCL se construit

Préparation du rassemblement du 23 février : les premiers appels.

- 30 LYCEENS de LECOURBE,
- 35 LYCEENS de VOLTAIRE,
- 30 LYCEENS de JACQUES-DECOUR,
- 15 LYCEENS de VILLON,
- 10 LYCEENS de RABELAIS,

appellent leurs camarades au rassemblement du 23 février pour, avec ou sans droit de vote, agir pour la victoire du socialisme.

Les cercles UCL se construisent : dans la bataille contre les provocations fascistes à Paul-Valéry, un cercle se construit, 3 adhésions sont faites.

A Lakanal, les militants de l'UCL sont aux avant-postes de la bataille menée contre l'interdiction de l'étude de Boris Vian. 2 adhésions sont faites.

A Cachan, dans la grève contre la loi Debré, 7 bons sont placés pour le rassemblement du 23 février.

A Balzac, première feuille de cercle UCL Balzac, préparant le rassemblement du 23 février - 2 adhésions.

700 LYCEENS PARISIENS ONT SIGNE LA LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT DE LA XVII^e CHAMBRE CORRECTIONNELLE CONTRE LE PROCES DE BERG ET DE « JR ». PLUSIEURS CENTAINES DE FRANCS SONT RECOLTES.

■● Combien coûte un député ?

(suite de la p. 9)

Industriels, notables, viatique du gouvernement : la bourgeoisie combat pour ses intérêts :

LES INDUSTRIELS :

● Marcel DASSAULT, parce que ses intérêts sont représentés par le gouvernement de POMPIDOU-MESSMER, parce que l'UDR est son parti, celui de sa classe, parce qu'il a besoin de la guerre pour produire.

LES BANQUIERS :

● ROTHSCHILD n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Est-ce cela la démocratie ?

Suffrage universel ? Souveraineté populaire ?

Y a-t-il « égalité devant le peuple » entre ces candidats-là, ceux qui achètent leurs voix, et les candidats ouvriers ?

Y a-t-il « égalité devant les électeurs du 9^e » entre KASPEREIT et Jean-Pierre SPELLER, candidat de l'OCI soutenu par l'AJS ?

Le coût de la campagne OCI-AJS dans une circonscription est de 20 000 F, pour chaque candidat.

20 candidats, c'est 40 000 F.

D'où viennent-ils ? Des travailleurs, des travailleurs, des jeunes de l'activité des militants, de l'OCI et de l'AJS.

L'OCI et l'AJS publient chaque semaine dans « Informations Ouvrières » le bilan financier de la campagne « entrées-sorties ».

L'OCI et l'AJS n'ont rien à cacher aux travailleurs et aux jeunes : l'argent provient de l'activité des militants, c'est l'argent des travailleurs et des jeunes, c'est cet argent qui permet que l'OCI combatte dans ces élections comme elle combat dans les grèves, les manifestations.

Pour la jeunesse, comme pour les travailleurs, la démocratie, c'est celle de la Commune de Paris, où les représentants du peuple étaient révocables à tout moment, c'est celle de l'Assemblée Populaire de Bolivie, celle des soviets de Russie, celle des conseils ouvriers : mais pour cela, il faut renverser le pouvoir de l'argent, et instaurer le pouvoir de ceux qui produisent, les travailleurs.

■● ORLEANS

JR : Pourquoi et comment vous êtes-vous mis en grève ?

IRIS : « Le 31 janvier comme dans toutes les villes de France l'UNEF appelait les étudiants et les lycéens à manifester contre la LOI DEBRE, pour le rétablissement des sursis. Nous étions 200 jeunes des lycées et facultés à avoir répondu à son appel, à aller au rectorat aux cris de « A BAS LA LOI DEBRE, DES FACS, DES LYCEES, PAS DES CASERNES » !

Le lendemain, les TS étaient en grève contre cette loi et pour la reconnaissance de leurs diplômes. A notre tour, à l'appel d'une classe de terminale nous avons convoqué une AG de 600 lycéens où nous votions à l'unanimité la grève et la constitution d'un comité de grève.

JR : Quelles leçons avez-vous tiré de cette grève ?

ANDRE : « Ce fut une grande prise de conscience des lycéens. Nous pouvions nous unir, nous organiser. Mais si on restait au niveau des lycéens, ce mouvement ne pouvait pas se développer ».

PIERRE : « D'ailleurs nous avons bien vu les organisations qui nous soutenaient et celles qui ne l'ont pas fait. Dès le 2 février dans l'ordre et le calme nous avons décidé de lancer un appel aux lycéens de France et aux organisations syndicales. La Fédé Cornec et l'UD-CGT ont donné leur accord de principe sur nos revendications, l'UNEF a répondu qu'elle soutenait totalement notre grève et a proposé un meeting unitaire pour le lendemain ».

PATRICK : Certaines organisations syndicales pensaient que le mouvement serait repris à des fins politiques. Pendant le

meeting, la direction du SNES, la commission permanente, la direction de la Fédération Cornec, l'administration ont fait pression sur nous pour transformer ce meeting en meeting d'information avec seulement des délégations de lycéens ? Nous étions 1 300 dans la cour... La Ligue a essayé de casser l'unité en appelant les lycéens à manifester sans les enseignants en entraînant une partie de ceux du lycée d'à côté venus nous soutenir.

IRIS : Seules l'AGEO UNEF et l'AJS nous ont soutenu durant cette grève, véritablement. L'appel aux lycéens de France voté par 2 000 grévistes a été dès le lendemain diffusé sur toute la France et dans 40 bahuts parisiens par les cercles de l'UCL (AJS).

JR : Pensez-vous que cette grève prend une signification particulière pendant les législatives ?

PIERRE : Ce mouvement aurait pu se déclencher à n'importe quel moment, sous n'importe quel gouvernement du moment que les mesures ont été prises contre les jeunes. Il s'agit pour les jeunes de lutter contre ces lois. L'avenir lui appartient, pas à ceux qui décident pour elle. Maintenant nous avons un gouvernement qui ne correspond pas aux aspirations de la population.

JR : Quel rôle pensez-vous que doit avoir une organisation politique chez les lycéens ?

PATRICK : Je crois qu'il faut une organisation syndicale des lycéens.

IRIS : Je crois plutôt qu'il faut une organisation politique qui fasse le lien entre les



les lycéens avec l'unef.

différents secteurs de la jeunesse et offre des perspectives claires contre toutes les attaques qui lui sont faites.

Certains d'entre nous ont participé à une réunion avec l'AJS à la fin de la grève pour en discuter et pour voir ce qu'on pouvait faire.

ANDRE : Ti le monde sait que la position des syndicats au niveau des directions est politique. Mais il faut voir que maintenant à chaque fois qu'on se bat, qu'on leur demande quelque chose de juste, elles mettent en avant des considérations politiques, elles ne pensent plus à la chose pour laquelle on se bat. Un syndicat doit prendre des risques et défendre les intérêts des travailleurs. Pas d'accord quand la Fédé Cornec nous dit : « d'accord avec vos revendications mais pas d'accord avec l'AGEO UNEF ».

Les bases d'un cercle lycéen se trouvent posées à Orléans. Les premières adhésions sont faites.

VERSEZ
POUR LA VICTOIRE
DE LA REVOLUTION
SOCIALISTE !

POUR
LA CONSTRUCTION
DU PARTI
REVOLUTIONNAIRE !

VERSEZ
POUR LES CANDIDATS
DE L'O.C.I.
ET DE L'A.J.S.

Pour les 10 millions de l'AJS

Je verse F

NOM :

PROFESSION :

ADRESSE :

SYNDICAT :

C.C.P. ILTIS 57342 PARIS.

INTERVIEW de Stephane JUST

(suite de la p.7)

C'est un facteur de **destruction** de l'organisation. Ou bien, nous nous efforçons de « couvrir » ces 100 candidats, d'animer leur campagne, et il faut le dire très nettement : nous n'avons pas les forces qui permettent aujourd'hui de le faire. Dans ces conditions, c'était aller à l'encontre de la construction du parti révolutionnaire, c'était mettre une charge qui aurait écrasé notre organisation. Nous avons pris une position qui correspond aux exigences de la construction du parti révolutionnaire, naturellement, je le répète encore une fois, sur la base d'une politique qui est une politique pour l'ensemble de la classe ouvrière, la seule politique de classe pour l'ensemble de la classe ouvrière. Et nous nous sommes arrêtés à 20 candidats. Nos candidatures ont été définies afin d'être le support dans chaque région d'une campagne politique nationale se situant, je le répète, sous l'angle de la lutte pour le gouvernement PCF-PS sans ministres capitalistes, pour la rupture de « l'Union de la Gauche sans rivage à droite » opposant à cette union de la gauche sans rivage à droite le Front Unique des Partis Ouvriers.

Nous ne faisons pas une campagne spectaculaire. Dans tous les secteurs où nous sommes, nous ne brisons pas, mais nous faisons fonctionner à plein l'OCI, notamment par la signature d'appels pour le Front Unique Ouvrier, pour le gouvernement PS-PCF, sans ministres capitalistes pour la récolte de l'argent nécessaire : les 40 millions indispensables pour financer notre campagne électorale. Nous intéressons directement dans les usines les militants, les travailleurs, à cette campagne politique se situant dans le cadre de la campagne électorale. Là où nous présentons des candidats, nous épluchons de A jusqu'à Z la circonscription de telle sorte qu'à la fin de cette campagne électorale nous ayons constitué une sorte de « plasma », nous ayons constitué les points d'appui qui nous permettront de poursuivre notre activité politique, mais avec plus de force, avec plus de moyens, afin de faire des pas en avant dans la construction du parti.

Au travers de cette campagne politique que nous développons, notre objectif consiste à construire des groupes politiques se situant sur le terrain du Front Unique de classe, du gouvernement ouvrier, du gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes. Voilà pourquoi nous avons vingt candidats.

J.R. — Peux-tu en conclusion revenir sur la place de la jeunesse dans cette campagne, aux côtés de la classe ouvrière ?

S. JUST — La place de la jeunesse ? Il est nécessaire de le comprendre : la jeunesse a des particularités. La jeunesse n'est pas délimitée d'une manière stricte comme les classes sociales. La jeunesse a des aspirations, des besoins, qui la font se tourner obligatoirement vers l'avenir, et d'une manière beaucoup plus générale, qu'il n'y paraît en règle générale. Je dirais que la jeunesse bourgeoise elle-même est obligée de se dresser contre la société bourgeoise qui l'étouffe. La jeunesse est en opposition avec la vieille société. Seule la jeunesse ouvrière peut précisément être en harmonie avec la classe. La jeunesse, dans son ensemble, s'oppose à la vieille société, la jeunesse dans son ensemble est obligée pour s'ouvrir une voie, pour trouver une réponse à ses problèmes, de s'orienter vers ce qui est la jeunesse du monde, vers la classe ouvrière, vers la voie qu'elle ouvre, celle du socialisme. A chaque moment, il faut trouver comment peut s'exprimer à la fois la personnalité politique propre de la jeunesse et ce lien qui fait que son avenir dépend de la révolution socialiste.

Ces élections législatives ne sont pas pour la classe ouvrière simplement une occasion de mettre un bulletin de vote dans l'urne, mais, je le répète, une tentative pour se saisir d'un moyen qui lui permette de s'organiser de se regrouper, de s'affirmer politiquement et de s'ouvrir, au-delà des élections législatives, dans la lutte des classes en général, une voie pour résoudre selon ses aspirations, selon ses besoins, le problème du gouvernement. Alors la jeunesse a sa pleine place. Elle a sa pleine place parce que justement, comme il s'agit non seulement d'un vote — auquel elle est intéressée, elle est intéressée à la victoire des partis ouvriers qui lui ouvrirait une perspective politique — mais dans un même mouvement, d'une mobilisation pour le combat qui est en train de se développer, la jeunesse a sa place traditionnelle dans cette mobilisation, dans ce mouvement politique de la classe ouvrière, sa personnalité politique, son indépendance dans les formes d'organisation, tout en dépendant du mouvement de la classe ouvrière. La jeunesse peut et doit donc s'affirmer dans le cadre de cette bataille.

Ainsi, le 23 février, à l'appel de l'AJS, la jeunesse, l'avant-garde en tout cas de cette jeunesse, en étant directement liée à la classe ouvrière, tout en ayant son propre mode d'expression et ses propres formes pour entrer dans la lutte.

Sous une forme précise, celle des Etats Généraux de la Jeunesse, elle combat pour le Front Unique Ouvrier, elle doit pour cela s'organiser.

CLERMONT-FERRAND



31 JANVIER 1973 : MEETING de l'OCI et de l'AJS - 320 participants - après le meeting, 6 étudiants rejoignent l'AER.

JEUDI 8 FEVRIER 1973 : dans les rues de Clermont, 300 étudiants manifestent avec l'AGEC UNEF.

La Ligue communiste avait d'abord décidé de boycotter, puis de participer. Finalement, son maigre groupe de 30 étudiants et lycéens quittera la manifestation au moment où les étudiants arrivent au local. Après cette manifestation, 67 étudiants se réunissent, 10 lycéens décident de reprendre la lettre ouverte au président de la XVII^e Chambre correctionnelle.

LUNDI 12 FEVRIER

22 militants de l'AJS diffusent à la porte St-Vincent-Michelin. 9 jeunes travailleurs de MICHELIN prennent leur bon pour le meeting de l'AJS.

Ce bon d'invitation dit :

« Sois-jeune et tais-toi, telle est la devise de Pompidou. »

« NOUS NE NOUS TAIRON PAS. »

« Nous ne taïrons pas les 42,4 millions de bénéfice que MICHELIN fait chaque année sur le dos de chaque ouvrier. »

MERCREDI 14 FEVRIER

43 diffuseurs de l'AJS à la porte MICHELIN de Billom.

11 « Informations Ouvrières » sont vendues, 10 jeunes de MICHELIN décident de participer au meeting de Charles BERG le 21 février.

MERCREDI 14 FEVRIER

Diffusions dans une cité universitaire. En une demi-heure, 36 « Informations Ouvrières » sont vendues, 20 F de soutien sont recueillis, 4 étudiants prennent position pour le vote « classe contre classe ».

ECHOS DE TOULOUSE

28 FEVRIER : TOULOUSE. — Un forum, un film, « les deux Marseillaises », un grand bal. Objectif 150. Ainsi en ont décidé les 40 participants à la réunion du cercle « IGNACE REISS » du 14 février.

TOULOUSE : 30 000 étudiants assurés de ne trouver aucun débouché dans la région ; 70 % des jeunes travailleurs qui n'ont aucune qualification et qui gagnent moins de 1 000 F par mois.

70 étudiants toulousains s'adressent aux dirigeants du PCF et du PS pour qu'ils rompent l'alliance avec le Parti radical - Parti du capital, et s'engagent dans la formation d'un gouvernement PS-PCF sans ministre capitaliste.

114 travailleurs et jeunes ont participé au meeting de l'OCI et de l'AJS le 7 février, salle du Sénéchal à TOULOUSE, pour le soutien à la candidature de Michel ELIARD, candidat de l'OCI dans la 2^e circonscription de la Haute-Garonne.

En 48 heures, 130 étudiants toulousains ont signé une pétition exigeant la libération de P. NESTERENKO et des militants de l'UNEF emprisonnés.

Mercredi 14 février, devant le restaurant universitaire du Mirail, à TOULOUSE,

deux dirigeants de la Ligue communiste ont expliqué qu'ils refusaient le débat et plus, « qu'ils casseraient la queue » aux militants de l'AER s'ils continuaient à caractériser les candidats de la Ligue de « candidats crypto-staliniens propulsés par la bourgeoisie ». Un militant de l'AER a été bousculé par CHIDLOWSKI, dirigeant de la Ligue.

De débat en débat, Daniel BENSARD, dans son « fief », déclare refuser le « débat idéologique » (sic) avec les militants de l'AER qui l'interpellent. Apparemment, cela ne suffit pas : il faut tenter d'employer la violence contre les militants de l'AER, et utiliser des moyens fort peu « idéologiques ».

Le cercle de l'AER a diffusé un tract dès le 15 février, réaffirmant nos positions et déclarant « qu'il en soit la démocratie ouvrière sera respectée ». Une adhésion a été réalisée sur ce tract, 7 numéros d'« INFORMATIONS OUVRIERES » ont été vendus au cours de sa diffusion. Du côté de la Ligue communiste, mobilisée pour envisager la distribution de contraceptifs aux étudiants, silences et mépris rompus par la très discrète affichette manuscrite : « Quant aux petites crapules de l'AJS, laissons-les à leur conception policière de l'histoire ».

LILLE - FOYERS

A Lille, le cercle de jeunes travailleurs se déploie. L'exemple des camarades du 9^e arrondissement à Paris relaté dans « I.O. » nous a ouvert les yeux. La réunion de cercle a décidé de suivre l'exemple et de déployer ses forces. Nous avons d'abord fabriqué ensemble des panneaux avec en gros plan les photos et les citations de quelques bourgeois UDR, Républicains Indépendants, Radicaux, qui se sont illustrés dans la région : BILLECOCCO, l'homme qui « a sorti le nord de son ornière », COMITI, « l'inaugurateur » des Foyers de Jeunes travailleurs, BOUSSAC, celui qui emploie les jeunes du Nord et du Pas-de-Calais et leur fait prendre l'autocar à 2 h du matin pour travailler à 4 h, les patrons WILLOT, bien connus des juges d'instruction... Un ouvrier ne peut voter que pour les partis ouvriers ! Gouvernement ouvrier ! Gouvernement PCF-PS sans ministres capitalistes ! Radicaux de droite blanc bonnet, radicaux de gauche blanc bonnet !

A la sortie du restaurant du foyer, une dizaine de militants de l'AJS « accroche » chaque jeune travailleur. Une discussion générale commence où sont débattus l'enjeu des prochaines élections législatives, le pourquoi du meeting de l'OCI et de l'AJS. Nous regroupons 6 jeunes travailleurs, dont un camarade des JC, qui ont participé au meeting. 21 brochures de l'AJS sont vendues, des « Informations Ouvrières », des « Jeunes Révolutionnaires », de nombreux contacts sont pris. Pour la première fois, un jeune travailleur que nous connaissons, ancien responsable fédéral des JC, a acheté « I.O. ». Il pense lui aussi que les Radicaux de droite ou de gauche ont prouvé qu'ils n'étaient pas du côté des travailleurs.

Le 28 février, lors du rassemblement-débat de la jeunesse, les jeunes travailleurs du foyer, avec l'AJS, prendront la parole pour le socialisme.

■● HASSAN II dissout L'UNEM

POUR QUE VIVE
LE MOUVEMENT ETUDIANT MAROCAIN,
LEVER LES OBSTACLES !



Hassan II et ses militaires.

Une monarchie aussi dictatoriale qu'héréditaire, un roitelet qui joue mieux au golf qu'à « l'intellectuel » qu'il voudrait paraître, une cour brillante de bottes et de boutons d'uniformes, où les intrigues sont de rigueur et les armes rapides.

Non, ce n'est malheureusement pas là le cadre d'une opération à bon marché, car la lutte est réelle, politique, c'est la lutte des masses contre un régime haï, et l'enjeu en est la vie d'un peuple, l'existence du mouvement ouvrier dans ce pays, le Maroc.

L'isolement de ce régime contre lequel combattent toutes les couches exploitées, travailleurs, enseignants, lycéens et étudiants, petits paysans et commerçants, cet isolement entraîne, sous les coups que lui portent les masses, le pourrissement, la désagrégation de la classe dirigeante et de son appareil d'Etat : complots de palais, exécution d'officiers, remaniements de la police, de l'armée, de l'administration, tels sont les spasmes d'un régime qui se survit.

Mais c'est aux travailleurs et à la jeunesse que HASSAN et son gouvernement veulent faire payer leur agonie : ils ne peuvent tolérer des organisations de masse dans lesquelles travailleurs et jeunes structurent, organisent, leur lutte. Le 24 janvier, HASSAN dissout l'Union Nationale des étudiants du Maroc, fait incarcérer tous ses dirigeants, après avoir jeté les forces de l'ordre contre les syndicats en grève. Demain, c'est contre le système central des travailleurs, l'UNT, qu'ils feront porter leurs mauvais coups.

Comment un tel régime, isolé sur son territoire, peut-il se perpétuer ? Isolé sur le plan international, ce régime ne l'est pas : il dispose des piqures de camphre que lui prodigue l'impérialisme international, et il jouit de la complicité des directions du mouvement ouvrier international : en effet, si la dissolution de l'UNEM a été préparée par l'état-major des politiciens bourgeois, des financiers, des généraux et des policiers des pays capitalistes (au premier rang duquel est la France), on ne peut taire ce que rapportait, le 24 janvier, le journal marocain « Le Matin » : la signature à Moscou des « accords de coopération » maroco-soviétiques, à l'heure même où HASSAN dissolvait l'UNEM.

L'UNEF, répondant à l'appel lancé par la section de Paris de l'UNEM, affirmait :

« Seule la mobilisation organisée par le mouvement ouvrier et étudiant international pourra arracher, en soutenant le combat de nos camarades au Maroc, le recul et la défaite du gouvernement Hassan. »

Alors, des questions se posent : pourquoi la direction de l'UNEM en France a-t-elle interdit aux étudiants français d'exprimer leur soutien à cette lutte ? pourquoi a-t-elle refusé d'organiser en France avec l'UNEF (à laquelle le comité exécutif de l'UNEM de Rabat avait fait appel et qui lui a immédiatement apporté son soutien militant) la plus large mobilisation contre la dissolution, alors que c'est seulement 250 étudiants qui se sont rassemblés à Paris le 29 janvier ?

Et cela alors que le 15^e Congrès de l'UNEM, cet été au Maroc, s'est prononcé pour l'unité du mouvement étudiant français ? A qui profite l'exclusive lancée par les dirigeants de l'UNEM contre les organisations étudiantes françaises à l'exception de l'UNEF-Renouveau ? Certainement pas aux étudiants marocains !

En ces heures où les militants de l'UNEM sont pourchassés et emprisonnés, il serait criminel pour les organisations politiques étudiantes françaises de faire peser sur la défense de l'UNEM les divergences politiques entre organisations.

L'Alliance des étudiants Révolutionnaires et ses cercles, engage la bataille dans toutes les facultés de Paris et de province pour que se constitue le front des organisations étudiantes démocratiques, en relation avec les étudiants marocains en France, pour combattre la dissolution, garantir contre cette internationale, bien réelle de la police, la sécurité et la liberté d'expression des étudiants marocains en France.

Les cercles de l'Alliance des Etudiants Révolutionnaires qui combattent pour l'internationale révolutionnaire de la jeunesse en assurant ce devoir internationaliste donneront son contenu politique à la bataille pour les rassemblements de la jeunesse en février.

Contre notre impérialisme et ses valets nationaux.

Droit du peuple marocain à disposer de lui-même !

A Bas la monarchie réactionnaire d'Hassan II !

Liberté d'expression pour les étudiants marocains !

■● PORTUGAL

CONTRE LE
GOUVERNEMENT
ASSASSIN,
LES ETUDIANTS
SE MOBILISENT !

12 octobre 1972 : la police assassine froidement un étudiant au cours même d'un meeting étudiant à Lisbonne.

12 octobre 1972 : grève générale dans toute l'Université de Lisbonne, grève des étudiants à Coimbra, manifestations à Porto, manifestation de 5000 étudiants à Lisbonne, capitale du Portugal, aux cris de « A BAS LE GOUVERNEMENT ASSASSIN » !

La police intervient sauvagement, emprisonne. Quant aux dirigeants stalinien et gauchistes, ils font tout pour disloquer la force unie des étudiants.

Malgré cela, on assiste à une radicalisation et une combativité des étudiants jamais vue jusqu'ici.

Les étudiants exigent la libération de tous les étudiants emprisonnés, l'ouverture de toutes les Associations fermées, le retrait immédiat de la police de l'Université.

Contre la mobilisation des étudiants, le gouvernement va redoubler son offensive. LISBONNE-PARIS : SELECTION, NUMERUS CLAUSUS, SUPPRESSION DES SURSIS.

La loi du Capital est la même partout pour les étudiants.

Le gouvernement de Lisbonne provoque les étudiants de médecine. Il veut instaurer une réforme qui comme en France verrait le nombre d'étudiants en médecine passer de 2000 à 200.

Les étudiants répondent par une grève générale de masse.

La conspiration du silence s'est organisée depuis dans la presse bourgeoise internationale. Cette grève démontre au contraire que le prolétariat et la jeunesse portugais combattent et résistent aux plans de la bourgeoisie, mettant à l'ordre du jour eux aussi le problème du pouvoir, le renversement de la dictature, la nécessité d'un gouvernement ouvrier et paysan et des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Mais au Portugal comme ailleurs, le prolétariat et la jeunesse portugaises s'affrontent à l'obstacle majeur que représente la politique de trahison de leurs directions, l'inexistence du Parti Mondial de la Révolution, de l'Internationale. C'est l'urgence impérieuse de sa reconstruction que la lutte des étudiants portugais est venue confirmer, si besoin en était, de façon éclatante. C'est cela que les étudiants expriment, quand ils affirment « nous avons besoin d'un appui international ».

■● ARGENTINE

NOS CAMARADES
ARGENTINS
PROCLAMENT
L'UNION DES JEUNES
POUR LE SOCIALISME

Nous saluons le combat de la Jeunesse Révolutionnaire argentine et de son avant-garde l'organisation POLITICA OBRERA, membre du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Depuis avril 1971, l'organisation trotskyste d'Argentine Política Obrera, a engagé la lutte pour la construction d'une organisation révolutionnaire indépendante de la jeunesse. Elle constituait à ce moment la TERS, tendance étudiante révolutionnaire, qui s'est rapidement construite dans les facultés, les écoles techniques et les lycées. Nous saluons la constitution les 9 et 10 décembre à BUENOS AIRES, de l'Union des Jeunes pour le socialisme, qui a été proclamée sur la base d'un rassemblement de 1 000 jeunes. Le rassemblement s'est effectué sous la triple présidence honoraire du militant Adrian SAGLIETTO, victime de la répression militaire en Argentine, des militants des jeunes du POR bolivien morts lors du coup d'Etat du 20 août 1971, et des militants communistes pourchassés et emprisonnés par la bureaucratie en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est pour leur combat au compte du communisme.

Nous saluons leur combat qui s'intègre dans la construction de l'INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE.

Vient de paraître la brochure n° 2 de l'OCCI-AJS libérer les emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est, le socialisme est un indivisible.

Cette brochure réaffirme que le combat pour la libération des GRIGORENKO, BOUKOVSKI, YAKIR, des condamnés de Prague et de Brno est indissociable du combat pour mettre à bas le gouvernement Pompidou-Messmer, du combat pour la victoire des travailleurs et paysans vietnamiens.

Ce sont les deux faces d'un même combat ; deux moments complémentaires d'une même lutte.

La lutte pour libérer l'humanité des chaînes de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour édifier la république universelle des Soviets qui construira le socialisme.

OCCI-AJS

N°2

LIBÉRER les
emprisonnés

Le
Socialisme
est un
et indivisible.

U.R.S.S. / Tchécoslovaquie / Pologne / Hongrie / Allemagne de l'Est / Yougoslavie / Roumanie / Bulgarie

ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALE

ALLIANCE DES JEUNES POUR LE SOCIALISME

THIEU N'EXISTAIT QUE PAR LES BAÏONNETTES AMÉRICAINES IL EXISTE MAINTENANT PAR LA VERTU DE PARIS! DES ACCORDS

Les forces du prolétariat mondial doivent se dresser pour sauver les 300 000 prisonniers des geôles de Thieu !

« Enfin » titre sur toute la page « France-Soir » du 25 janvier : « Vietnam, l'accord sur le cessez-le-feu est signé ».

LES REACTIONS DE LA PRESSE :

Un concert où tous les instruments semblent accordés sur un même ton :

Nixon : « Une paix juste et honorable ».
« Le Monde » : « Le soulagement est universel et il serait fastidieux... d'énumérer tous les témoignages ».

« Même la fin de la guerre mondiale n'avait pas aussi unanimement libéré... les consciences... C'EST QU'EN PRESENCE DE L'EPREUVE INHUMAINE INFLIGÉE AU PETIT PEUPLE VIETNAMIEN, CHACUN SE SENTAIT PLUS OU MOINS COUPABLE » 26 janvier 1973).

« L'Humanité » : « Accord conclu sur le rétablissement de la paix, une immense victoire du prolétariat vietnamien. L'échec retentissant de l'impérialisme américain marque une étape considérable dans la lutte des peuples contre la guerre et l'oppression, pour la paix, la libération nationale et le socialisme » (26 janvier 1973).

La Gauche : (journal de Bruxelles du distingué Ernest MANDEL) : « La victoire des ouvriers et paysans vietnamiens est inéluctable dans le cadre de l'accord. Mais ils devront imposer son application comme ils ont dû imposer sa signature » (26 janvier 1973).

GRP : « C'est une grande victoire du peuple vietnamien, du peuple américain et des forces éprises de paix et de justice dans le monde entier ».

Le Duc Tho : « L'accord est une très grande victoire et aucune force réactionnaire ne pourra freiner la marche en avant des vietnamiens ».

Bourgeois et bureaucrates sont tous unanimes ! Toutefois, les généreux sentiments humanitaires d'un des organes de masse de l'impérialisme français, « Le Figaro », sont teintés d'un réalisme plus substantiel : « la politique indochinoise du général De Gaulle... La part que la diplomatie française a prise depuis 68 au règlement pacifique obtenu aujourd'hui sont les meilleurs gages d'une « présence française » en Indochine ».

« Le Figaro » du même jour, en un titre qui couvre ses pages 6 et 7, dit crûment pourquoi il convient d'être présent : « la reconstruction de l'Indochine ouvre d'immense perspective ».

La guerre a rapporté des centaines de milliards de profit. La finance internationale américaine, japonaise et aussi française, calcule et suppute : La « paix », la « reconstruction », les investissements possibles peuvent rapporter d'autres centaines de milliards.

Les accords comportent quelques phrases que le capital, l'impérialisme, apprécient toujours. « Le droit de propriété privée, la libre entreprise » sont garantis ». Et encore : « Le Vietnam du Sud est disposé à entretenir des rapports avec tous les pays sans distinction de régime politique et social, sur la base du respect mutuel, de l'indépendance et de la souveraineté et accepte l'aide économique et technique de n'importe quel pays pourvu que cette aide ne soit accompagnée d'aucune condition politique. »

Mais n'est-ce pas la plus contraignante

des conditions politiques que de garantir « la propriété privée, la libre entreprise ? ».

ACCORDS : VICTOIRE ? DÉFAITE ? COMPROMIS ?

Le gouvernement fantoche de Thieu est reconnu comme le gouvernement du Sud Vietnam, l'armée de libération restera cantonnée dans les secteurs ruraux. THIEU N'EXISTAIT QUE PAR LES BAÏONNETTES AMÉRICAINES, IL EXISTE MAINTENANT PAR LA VERTU DES ACCORDS DE PARIS !

— Les élections (et quelles élections !) auront lieu quand il conviendra à Thieu.

— Tandis que seront libérés les aviateurs et autres prisonniers de guerre américains, les prisonniers politiques détenus par THIEU resteront autant qu'il lui conviendra dans « les cages à tigre ».

— Même le retrait des troupes américaines est loin d'être total : « 13.000 américains resteront », 800 officiellement, le reste camouflé en civil, nous apprend « France-Soir ».

— La réunification du Vietnam est renvoyée aux calendes grecques et la division consacrée après un coup de chapeau à la réunification.



« Les Etats-Unis même militairement désengagés, ne laisseront pas tomber le Vietnam, ni le Cambodge. Nous sommes quant à nous optimistes... »

Un banquier (La Vie Française)

NIXON a obtenu ce qu'il voulait : la souveraineté du régime THIEU au Sud.

Les accords laissent la porte ouverte à THIEU pour préparer le massacre de toutes les forces qui s'opposent à lui, notamment des militants communistes et de tous ceux qui se battent pour la réunification du Vietnam, pour le droit des Vietnamiens à disposer d'eux-mêmes. Qu'on en juge, en ce qui concerne les prisonniers qui croupissent dans les geôles et les baghes de THIEU et par les mesures prises par THIEU et publiées dans un article du « Monde » :



300 000 prisonniers dans les geôles de Thieu !

« Autorisation aux forces de police et à l'armée de fusiller sur place ceux qui poussent la population à manifester, qui provoquent des troubles, et qui l'incitent à suivre les communistes ».

« Arrestation de ceux qui auront poussé la population à provoquer des troubles, à abandonner la zone sous contrôle gouvernemental pour se réfugier en zone communiste » ou vice-versa. En cas de résistance, ils seront abattus ».

NIXON et THIEU ont imposé leurs conditions :

1. La reconnaissance de fait du régime Thieu, qui conserve tous ses pouvoirs dans la zone qu'il contrôle (où vit 90 % de la population du Sud). Ce qui signifie l'abandon de la revendication constante du Nord, du Front et du GRP (notamment les sept points de Mme Binh du 1.7.71) selon laquelle un règlement militaire était inséparable d'un règlement politique, lequel impliquait, avant le cessez-le-feu, la démission de Thieu, la constitution à Saigon d'une « nouvelle administration se prononçant pour la paix, l'indépendance et la neutralité », avec laquelle le GRP aurait ouvert des négociations devant aboutir à la formation d'un gouvernement « de coalition et de concorde nationale ».

2. La possibilité pour Thieu de bloquer toute la machinerie du retour à la « concorde nationale » en usant de son droit de veto au sein du Conseil mis en place à cet effet (la clause d'unanimité ne figurait pas dans le projet d'accord d'octobre : les B 52 sont passés par là), lequel est par ailleurs dépourvu de toute autorité, beaucoup plus nettement qu'en octobre.

3. L'absence de fixation d'une date quelconque pour les « élections générales libres et démocratiques sous contrôle international », qui peuvent ainsi être renvoyées sine die (alors qu'un délai de deux ans était prévu à Genève).

4. Le rétablissement de la zone démilitarisée à la hauteur du 17° parallèle dont les accords prévoient, comme à Genève, « qu'elle n'a qu'un caractère provisoire et ne constitue nullement une limite politique et territoriale », mais que le Nord s'engage néanmoins à « respecter », acceptant ainsi pour une durée indéterminée la prolongation de la division du pays, malgré le coup de chapeau donné au « principe » de l'unité territoriale du Vietnam.

5. La libération inconditionnelle des prisonniers de guerre américains, laquelle n'est plus liée comme elle semblait l'être en octobre (selon la version publiée par Hanoi) à la libération des centaines de milliers de détenus politiques et civils enfermés dans les baghes de Thieu. La liquidation physique de ces derniers (qui sont plus nombreux que les partisans vietnamiens restant sur le terrain), déjà entreprise par le dictateur du Sud, pourra donc être poursuivie tranquillement, décapitant ainsi les cadres de la résistance.

« ENFIN » : LA CORDE EST PASSEE AU COU DES VIETNAMIENS, AURAIT DU TITRER « FRANCE-SOIR » !

COEXISTENCE PACIFIQUE

Que les dirigeants du Nord et du Sud du Vietnam aient été contraints de signer, cela peut s'expliquer. Trotsky et Lénine ont bien signé « l'accord » de Brest-Litovsk. Mais il faut caractériser les choses pour ce qu'elles sont : l'impérialisme maintient sa patte au Sud-Vietnam. Cet « accord » est un pur produit de la « coexistence pacifique ». Il s'inscrit comme un élément de cette politique qui inclut le plan Rogers au Moyen-Orient, les accords passés entre l'impérialisme allemand, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties d'Europe de l'Est, la conférence de « sécurité » sur l'Europe, les « fructueuses perspectives ouvertes » aux marchandises et aux capitaux américains, japonais, européens, en Europe de l'Est, en URSS, en Chine.

Nixon n'a pas perdu son temps ni à Pékin ni à Moscou. Il a scellé la nouvelle sainte alliance contre-révolutionnaire mondiale. L'impérialisme et les bureaucraties parasitaires établissent leurs rapports mutuels et coopèrent dans la lutte contre la révolution prolétarienne mondiale.

« L'accord » est cependant très loin des buts de guerre que l'impérialisme américain définissait de plus en plus ouvertement au fur et à mesure que par centaines de milliers, les soldats américains et un fantastique matériel étaient débarqués au Sud-Vietnam. Son objectif était alors : compléter l'encerclement de la Chine, l'obliger à capituler à ses injonctions et préparer la guerre contre la Chine, y compris en utilisant les armes atomiques.

La résistance acharnée des ouvriers et des paysans du Vietnam (au Nord comme au Sud) a été une composante de la vague révolutionnaire mondiale dont les premiers déferlements puissants se sont produits en Europe en 1968 couvrant particulièrement la Tchécoslovaquie et la France.

Malgré tout, cet accord est chancelant et fragile.

Les ouvriers et paysans tardent à déposer les armes, comme s'il leur apparaissait déjà que le « compromis de Paris » leur impose de différer — pour combien de temps encore ? — les revendications pour lesquelles ils combattent depuis bientôt trente ans.

C'est dans l'arène de la lutte de classe mondiale que se joue l'avenir de la révolution vietnamienne. Son présent se concentre en particulier dans les prisons du régime THIEU où 300 000 combattants (selon les chiffres d'Amnesty International) sont en danger de mort. Tout le mouvement ouvrier international doit se dresser unanime pour exiger leur libération immédiate !

LEURS PROFITS



HACHETTE

15 FEVRIER 1973 : « FRANCE-SOIR » TITRE :
« 5 JEUNES DE MARSEILLE ONT INCENDIE UN CES
ILS VOULAIENT SE VENGER
ILS SAVAIENT QU'IL Y AVAIT EU 20 MORTS A PARIS. »

« FRANCE-SOIR » : le plus lu des quotidiens français, diffusé chaque jour à 870 000 exemplaires.

Qui possède cette énorme machine à intoxiquer, à diffuser à des centaines de milliers d'exemplaires, chaque jour, cette campagne anti-jeunes, cette « information » au service de la bourgeoisie ? HACHETTE.

Ils s'appellent ITHIER de ROQUEMAUREL (PDG d'HACHETTE), NORA, WORMS (directeurs d'HACHETTE), HERSANT, DEL DUCA, SYLVAIN FLOIRAT, PROUVOST, FILIPACCHI ; ils s'appellent aussi REYRE, DEROY (Banque de Paris et des Pays-Bas : monopole sur la fabrication du papier d'imprimerie et sur l'impression).

Une petite poignée de milliardaires ou de hauts commis qui appliquent la doctrine de M. Jean-Louis SERVAN-SCHREIBER :

« Les patrons de presse amoureux de gros chiffres d'affaires et des fortes croissances continuent à se consacrer aux journaux dont la création, l'achat et la vente demeurent à peu près libres dans toutes les démocraties industrielles. » (« Le Pouvoir d'Informations »).

M. Jean-Louis SERVAN-SCHREIBER ignore sans doute que la définition qu'il donne là de « la liberté de la presse dans les démocraties industrielles » rejoint celle qu'en a donné LENINE :

« Les capitalistes (...) appellent « liberté de la presse » la suppression de la censure et la possibilité pour tous les partis d'écrire des journaux à leur gré. En réalité, c'est non pas la liberté de la presse, mais liberté pour les riches, pour la bourgeoisie, de tromper les masses populaires opprimées et exploitées. (...) L'édition d'un journal est une grande et lucrative entreprise capitaliste dans laquelle les riches investissent des millions et des millions. La « liberté de la presse » dans la société bourgeoise, c'est la liberté, pour les riches, de berner, de pervertir, de mystifier systématiquement, sans arrêt, quotidiennement, à des millions d'exemplaires, les pauvres, les masses populaires exploitées et opprimées. »

Nous avons choisi deux de ces « monopoleurs du mensonge », car ils ont valeur exemplaire :

HACHETTE : la « pieuvre verte », le trust tentaculaire omniprésent dans l'impression, l'édition, la diffusion de tout ce qui s'imprime.

FILIPACCHI : un « petit » parmi les « grands » mais qui a de longues dents. Il est à l'avant-garde de la presse pour jeunes, des « Salut les Copains », « Mademoiselle Age Tendre » et autres « 20 Ans », il édite des disques, des revues spécialisées : un ami de la jeunesse...

HACHETTE : UN TRUST DONT L'HISTOIRE EST CELLE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE :

Lorsque le 15 février 1973, 870 000 PERSONNES en France ont pu apprendre dans « France-Soir » que les jeunes ne rêvaient que de « d'incendier les CES » dans ce pays, c'était grâce à HACHETTE à plusieurs titres : d'abord parce que HACHETTE édite « France-Soir », ensuite parce que c'est HACHETTE qui contrôle la diffusion de toute la presse dans toute la France par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne (NMPP). L'exploitation de ce monopole a rapporté en 1971 aux actionnaires de HACHETTE (les descendants de Louis HACHETTE, fondateur, et la Banque de Paris et des Pays-Bas) la peccadille de 35 millions de nouveaux francs.

Depuis Louis HACHETTE, le fondateur de la dynastie qui achetait dans les années 1820 un fonds de librairie, la famille Hachette a construit un immense empire. Monopole depuis 1882 de l'exploitation des bibliothèques de gare, depuis 1906 des bibliothèques du métro.

Monopole de la diffusion des journaux depuis 1898.

Monopole de la diffusion de 75 % des livres en France, de la totalité à l'étranger depuis 1930.

Sur ces bases solides, HACHETTE a prospéré dans la presse, dans l'édition, dans l'impression. A la fin de la Première Guerre mondiale, HACHETTE est devenue une société anonyme en étroite association avec la Banque de Paris et des Pays-Bas, qui détient le quasi-monopole sur la fabrication du papier et sur l'imprimerie.

La boucle est bouclée : voilà ce qu'est la liberté de la presse dans les démocraties industrielles.

Le trust HACHETTE a la vie dure : à la Libération, une pseudo-« expropriation » de HACHETTE a été effectuée, lui laissant en fait tous les moyens, tous les appuis financiers, pour reprendre tous son monopole.

En 1947, lors d'un débat à l'Assemblée nationale sur ce sujet, HACHETTE bénéficiera d'un puissant soutien en la personne de CHABAN-DELMAS, et le projet de loi tendant à faire de la diffusion de la presse un service public sera repoussé.

L'ancien Premier ministre a toujours suivi de près les destinées du trust : ce sont deux anciens membres de son Cabinet, NORA et WORMS, qui sont à présent directeurs de Hachette. NORA est l'auteur d'un rapport consacré au fonctionnement des entreprises publiques nationalisées. NORA est donc l'homme qu'il fallait à HACHETTE pour négocier une série d'accords entre les PTT (accords préférentiels passés par les PTT avec HACHETTE pour l'envoi) et surtout avec l'ORTF, pour arracher le monopole de la diffusion de toutes les nouvelles formes de transmission de l'information (vidéo-cassettes, télévision par câbles, etc.). NORA a déclaré à ce sujet :

« Je rêve de redonner à la Librairie Hachette - dans la diffusion de la « nouvelle culture populaire » qu'annoncent les vidéo-cassettes et la télévision par câbles - le rôle qui fut le sien, au 19^e siècle, dans le développement de l'enseignement primaire. » (D'après HACHETTE La Pieuvre - témoignage d'un militant CFDT.)

EXPROPRIATION SANS INDEMNITE NI RACHAT DE HACHETTE ET DE SES 200 FILIALES. DE TOUS LES TRUSTS DE L'EDITION, DE LA PRESSE ET DE L'INFORMATION ! NATIONALISATION DES IMPRIMERIES ET DE L'INDUSTRIE DU PAPIER !

FILIPACCHI

La citation de « France-Soir » du début de cet article ne devrait pas laisser croire que les « monopoleurs du mensonge » pratiquent leur haine de la jeunesse sous cette forme dans toutes leurs publications. Non. La jeunesse est une clientèle potentielle trop grande pour de nombreuses firmes, pour que son intoxication et sa mise en condition ne fasse pas l'objet d'une presse prospère. Daniel FILIPACCHI et Frank TENOT ont trouvé là de quoi se tailler un petit royaume, petit au regard des grands « empires » de presse dont nous parlons plus haut, mais qui, bon an, mal an, du divorce Johnny au mariage de Sheila, tourne autour des 100 millions de chiffre d'affaires.

A partir d'une émission de radio « Salut les Copains », Frank TENOT et Daniel FILIPACCHI lancent en 1962 un magazine du même titre : la recette est simple : la vie privée des vedettes sert de support à une publicité débridée qui va des motos aux savons déodorants, le tout servant à faire passer une conception de la vie conformiste, « bon enfant », intégrant les principales préoccupations des jeunes dans vaste idéologie « chacun à sa chance ». FILIPACCHI déclare lui-même : « Nous sommes de véritables éducateurs, car nous prouvons que la vie vaut la peine d'être vécue, que notre société, même imparfaite, procure des avantages dont il faut savoir profiter. »

C'est ainsi que la presse FILIPACCHI a tenu sa place dans le vaste concert « la jeunesse se drogue » de la bourgeoisie ; qu'elle a servi la nation en publiant des reportages alléchants sur l'armée et le service militaire.

La recette est simple, à coups de milliards, de « Fusions », de « Concentrations », de facilités de diffusion, elle a réussi. FILIPACCHI et TENOT se trouvent maintenant à la tête d'un groupe qui comporte quatre sociétés de presse, plus une société d'édition et une maison de disques. Ils se sont lancés dans la presse pour « loisirs d'avant-garde et coûteux » qui sert de support à une publicité spécialisée, dans la presse pour « jeune cadre émancipé » (« Lui ») : il a récemment créé avec Play Boy un « Lui » américain : « Oui » est en train de mener des tractations avec le puissant groupe financier belge De Smaele en vue de l'édition de « Play Boy » en français.

Frank TENOT, Daniel FILIPACCHI : un « groupe » prospère fondé sur l'intoxication, sur la tentative d'abaissement de la jeunesse :

« Mademoiselle Age Tendre aide les jeunes filles à s'intégrer et à se plaire dans la société. Pour notre part, nous en sommes ravis. »

FILIPACCHI-les-dents-longues rêve même d'aller concurrencer HACHETTE pour le marché des vidéo-cassettes...

Ils diffusent une « idéologie » ? Peut-être. Mais ils s'appuient sur des bases bien matérielles : des systèmes de reproduction et d'impression ultra-modernes, des milliards de publicité... Face à un tel phénomène, ce n'est pas tant la « dénonciation » qui est à l'ordre du jour que : LA NATIONALISATION SANS INDEMNITE NI RACHAT DE TOUTES LES SOCIÉTÉS DU GROUPE FILIPACCHI.

LES SOCIÉTÉS DU GROUPE

UNION DES ÉDITIONS MODERNES (1964).

Édite Salut les Copains, Mademoiselle Age Tendre, Photo, Jazz, Arts Ménagers, Cuisine-Magazine, Ski, Son.

Gérant : J. Hohman.
SARL dont les principaux porteurs de parts sont Daniel Filipacchi et Frank Tenot.

PRESSE OFFICE (1963).

Édite LUI.
Gérant : J. Hohman.
Créé par la Société financière de presse et d'information : 65 % (Gérant : F. Ténot) et Aigle Azur : 35 % (PDG : M. Sylvain Floirat).

SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS HEBDOMADAIRES PARISIENNES (1968).

Édite Une Semaine de Paris-Pariscope.
Gérant : D. Filipacchi.
Créé par les Nouvelles éditions musicales modernes (D. Filipacchi) et la Société nouvelle d'édition théâtrale.

UNION DES ÉDITIONS MODERNES ET CIE (1969).

Gérant : J. Hohman.
Créé par l'Union des Editions modernes (95 %), les Nouvelles éditions musicales modernes (4 %) et la Société Club olympique (1 %). Cette Société détient 60 % de « Presse nautique », qui édite Mer et Moteur (J.-L. Roth et Cie détenant les 40 % restants) et la majorité de Cogédipresse qui édite 20 ans.
Depuis juin 1972, le groupe Filipacchi assure la rédaction et la vente en France de la revue Union, éditée par une Société suisse.

(Cité par « Presse Actualité »)

CE QU'ILS EN DISENT

« A côté d'un large secteur privé qui subsistera, les nationalisations et prises de participation soustrairont de larges secteurs culturels à l'emprise que les grandes sociétés font peser sur eux. Opposée à toute bureaucratisation, cette transformation contribuera à garantir une véritable et libre confrontation des courants, des écoles, des styles, des expériences. »

« Le statut des NMPP sera modifié de manière à le soustraire à l'emprise du groupe Hachette et à assurer les garanties démocratiques à la distribution de la presse. »

« La radio et la télévision deviendront un véritable service public assuré par une Société nationale de Radiodiffusion et de Télévision française... propriétaire de ses réalisations dans le domaine des programmes susceptibles d'être transformés en vidéo-cassettes. »

Programme Commun de l'Union de la Gauche

Mais HACHETTE ne figure pas dans la liste des nationalisations prévues par le Programme commun.

Car :

« La puissance du trust Hachette, en effet, vient pour l'essentiel du monopole qu'il exerce sur la distribution des journaux. Celle-ci ne peut cependant faire l'objet d'une nationalisation comme les autres, en raison de la nécessité de préserver la liberté et la diversité de l'information. »

Réponses du Parti socialiste aux téléspectateurs
« L'Unité » 12-18 janvier 1973

●■ **Beau Masque**
de Bernard Paul



« en ce qui concerne mon engagement politique dans « Beau Masque »... »



Beau Masque est plus qu'un simple documentaire sur une usine qui vit, travaille, combat, une banale histoire d'amour, le récit d'un conflit avec le patronat, il est tout cela à la fois.

Cela tient de l'exploit que de vouloir, sans juxtaposer les différents éléments, les intégrer, leur donner âme et consistance bref, de donner de la classe ouvrière une image réelle, celle de son existence, celle de la vie. Bernard Paul, le réalisateur (« Le Temps de Vivre ») a évité le piège du Love Story pour classe ouvrière attardée (Cf Godard) mais a eu du mal, vu l'ambition de son propos, à ne pas sombrer dans un réalisme trop schématique, trop mécaniste.

L'histoire : une usine de tissage dans l'Ain. Un couple se forme : elle est ouvrière, lui, ouvrier immigré d'Italie, ramasseur de lait pour une coopérative locale. Le fils du propriétaire de l'usine, minet, peu doué pour l'autoritarisme patronal, gêné par sa mauvaise conscience, est attiré par elle. Elle préfère BEAU MASQUE (l'ouvrier italien). Leur amour déchiré, ou plutôt perturbé par les impératifs du syndicalisme militant ; à la suite d'un conflit avec la direction : grève, manifestation, répression, Beau Masque meurt. Le film se termine par la vie qui continue, les grilles de l'usine qui s'ouvrent.

Tout au long du film, Bernard Paul essaiera de ne pas faire sombrer son film d'un côté ou de l'autre de l'anecdote : vie de l'usine, grève, ou vie du couple avec ce que cela entraîne.

Pour y parvenir : la simplification à l'extrême des caractères, des situations, des personnages, qui aboutit, et c'est dommage, à un manichéisme outrancier : pique-nique ouvrier-déjeuner au château ; réunion syndicale-conseil d'administration ; manifestation-réception, etc...

Une qualité essentielle qui transparaît tout le long du film : la volonté de coller au détail quotidien de la vie de cette ouvrière militante, et à travers elle, une classe ouvrière qui se cherche, compte ses forces, s'engage pour cette grève. Mais était-il nécessaire d'insister lourdement sur les déboires de la vie à deux, Beau Masque et Pierrette Amable, qui d'une certaine manière fait porter sur les conditions objectives (réunions politiques, confrontation avec la direction, difficultés avec les autres ouvriers) les retards de « la conscience sur les faits », c'est-à-dire la non-possibilité de la réussite du combat engagé ? Nous ne le croyons pas.

Les raisons sont pour nous politiques. Elles sont abordées dans d'autres pages de ce journal.

BENJAMIN



« ... il est le même que celui de tout autre travailleur »

●■ **INTERVIEW**
de Dominique Labourier

I - DOMINIQUE LABOURIER, TU VIENS DE TOURNER DANS « BEAU MASQUE ». QU'A SIGNIFIE CE RÔLE POUR TOI ?

Quand Bernard Paul est venu me proposer « Beau Masque », j'avais déjà lu le roman de Vaillant et il avait cristallisé pour moi certaines questions que je me posais alors. Ces questions étaient provoquées par une sensibilisation à des problèmes politiques dans une relation réalité-fiction. L'auteur faisait apparaître deux classes antagonistes (la classe ouvrière, la bourgeoisie) et faisait surgir le conflit à travers des personnages caractérisés socialement. A partir d'un événement politique fort (restructuration d'une entreprise donnant lieu à une grève) il introduisait une dynamique dans le comportement des personnages qui se modifiait au cours de l'action. Pour ma part, ce fut un double assentiment. Le cinéma vit de la contradiction d'être un art et une industrie. C'est dans ce cadre que je me détermine. D'une part, en tant que professionnelle, je mène ma carrière et je fais des choix en fonction de cette carrière. D'autre part, je suis toujours en alerte quant à la possibilité de pouvoir exprimer un certain nombre de pulsions ou d'idées. A partir de là, « Beau Masque » était une entreprise intéressante. En fait, pouvoir monter un tel film dans le cadre de la production française, pouvoir aborder des thèmes sociaux et politiques représentait un progrès en relation directe avec la montée de la classe ouvrière. A partir de là, certains choix ont été faits par Bernard Paul. Sans le soutien d'une organisation et d'une municipalité ouvrières, dans ce cas précis le PCF, la municipalité communiste de Villerupt et la mobilisation de l'UL-CGT pour constituer la figuration, le film n'aurait pas existé.

II - EST-CE QUE LE FAIT DE TOURNER DANS CE FILM A IMPLIQUÉ UN ENGAGEMENT DE TA PART ?

Pour moi, le propre d'un acteur n'est pas de se « calquer » sur un personnage mais de comprendre son individualité à travers son contexte. Seule cette compréhension permet à l'acteur de communiquer une réalité qui, par ce double mouvement entre lui et le personnage, devient artistique. Voilà le sens de l'engagement personnel du comédien. En ce qui concerne mon engagement politique dans « Beau Masque », il est le même que celui de tout autre travailleur. J'étais déléguée syndicale sur le film, en tant que telle, j'ai défendu des positions syndicales et j'ai engagé des discussions politiques avec mes camarades de travail.

III - POUR BEAUCOUP DE JEUNES, UN ACTEUR EST UNE STAR. QU'EN EST-IL ?

Le star-système est effectivement une réalité de l'industrie cinématographique. Actuellement en France, bien après la mort d'Hollywood, la vedette reste toujours et encore le pivot autour duquel se monte une production. Cependant, le salaire moyen d'un comédien entre cette super-vedette et l'acteur en chômage est de 430 F par mois. Les théâtres ferment, les dramatiques télévisées ont diminué de moitié, et moitié moins de temps de tournage, la production cinématographique appelle de plus en plus à la participation. Le star-système, s'il fait partie d'un jeu social, d'où le concept de carrière énoncé plus haut, est source d'illusions. Un Delon pour des centaines de comédiens qui courent le cachet. La sélection opère là aussi, de la même façon qu'en faculté, sur des critères encore plus capricieux.

IV - UN ARTISTE EST-IL PARTIE PRENANTE DE LA TRANSFORMATION DE CETTE SOCIÉTÉ AU MEME TITRE QUE TOUT AUTRE TRAVAILLEUR ?

Oui, au même titre que tout autre travailleur. Si le problème de l'expression est toujours présent, les possibilités d'expression sont rares : la question de l'emploi est posée en permanence. Le domaine de l'Art n'est pas un domaine à part. Les conditions dans lesquelles l'artiste doit aborder son métier sont dictées par les impératifs de cette société. Le choix des productions fixe les limites de toute possibilité créatrice. Les as-

pirations de l'artiste à l'expression et à la communication se heurtent aux exigences d'une société qui ne connaît que les investissements rentables. Dédaignant tout talent, toute recherche, les productions préfèrent financer de tristes pantonnades pour BOF. Mépris des artistes, mépris du public, mépris de l'art, tels sont les traits dominants de ceux qui contrôlent la culture dans ce secteur. En dépit de ces obstacles, l'expression artistique, c'est-à-dire la communication d'une compréhension du monde sur un terrain donné reste une exigence qu'il faut défendre contre les marchands de soupe qui veulent brader la culture. Contre ces menaces, il me semble qu'un objectif s'impose : défendre les acquis culturels, condition sans laquelle il ne peut être question de défendre la profession artistique. Les idées n'ont jamais pris le pouvoir, il ne peut y avoir d'art révolutionnaire en soi. La défense des acquis culturels ne peut être réglée par le seul engagement artistique. Tout engagement individuel de l'artiste doit pour être efficace s'intégrer dans un cadre politique et organisé. Car la lutte des idées à son plus haut niveau doit s'exprimer politiquement.

V - LES ÉLECTIONS LEGISLATIVES APPROCHENT. QUELLE POSITION COMPTES-TU AVOIR ?

Nationalisation du trust Hachette, nationalisation de l'enseignement, nationalisation de la diffusion, abrogation de la loi Mallaud à l'ORTF. En un mot, contrôle de la production par les travailleurs eux-mêmes, telles sont nos revendications. Seul un gouvernement ouvrier peut les satisfaire. C'est pourquoi je milite dans le spectacle au compte de l'Alliance Ouvrière pour un regroupement politique sur la perspective du gouvernement ouvrier. Je n'ai aucune illusion sur les propositions faites par l'Union de la gauche, elles rappellent trop la trahison du Front populaire de 1936. Je pense avoir montré quel était le rôle de la bourgeoisie en matière de culture. L'expropriation de cette classe sans avenir me paraît être la condition *sine qua non* pour que les plus élémentaires de nos aspirations et revendications soient satisfaites. Un gouvernement ouvrier oui, c'est-à-dire sans représentant de la bourgeoisie. C'est pourquoi j'appelle à soutenir la campagne menée par l'OCI dans le cadre de ces élections.

DOMINIQUE LABOURIER